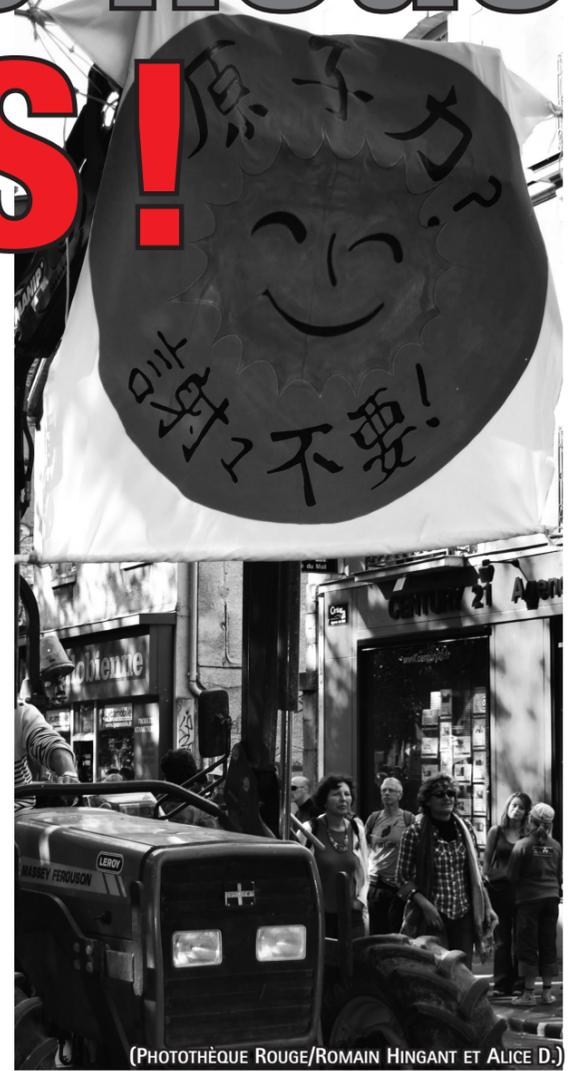
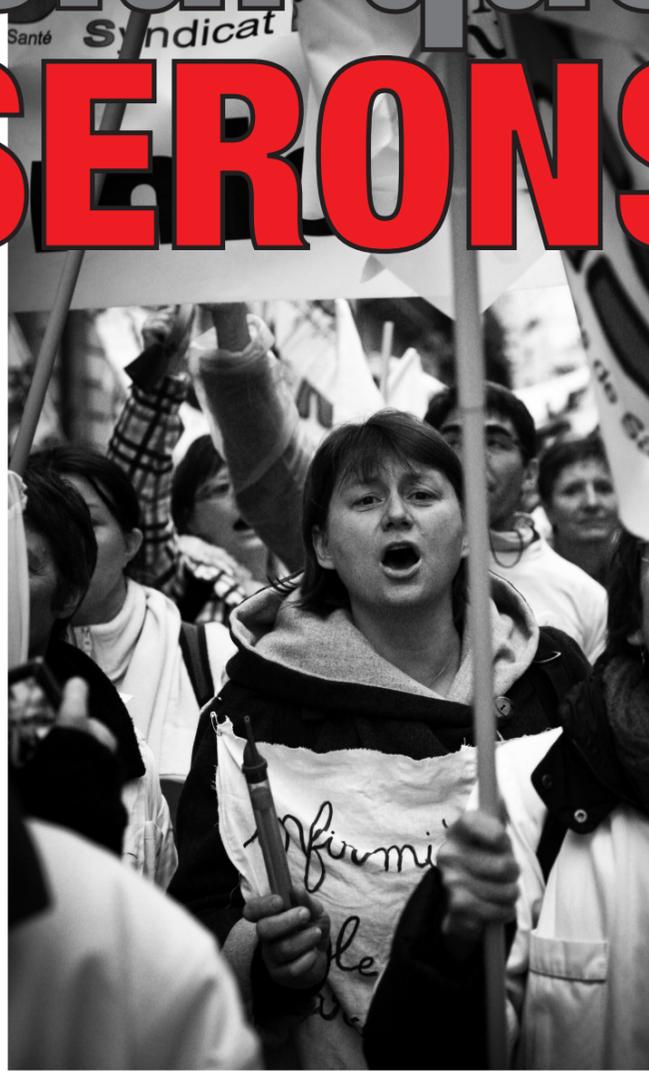


Le CHANGEMENT sera celui que nous IMPOSERONS!



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT ET ALICE D.)

Le premier tour des élections législatives a conforté le PS au pouvoir, malgré des premières mesures bien loin des besoins de la population. Il faut continuer de se débarrasser de la sarkoyste, et construire l'unité et les luttes à venir.

Pour clore cette séquence électorale, il faut réserver à l'UMP le même sort qu'à Sarkozy : qu'ils dégagent ! Quant à l'extrême droite, il faut la battre, la combattre pied-à-pied et durablement.

Les 400 candidatEs présentEs ou soutenuEs par le NPA ont contribué à montrer une autre gauche que la gauche gouvernementale face à la droite et à l'extrême droite. Car en virant la droite, nous voulons aussi nous débarrasser de sa politique.

Mais au-delà des mesures symboliques du gouvernement Ayrault, comme l'abrogation de la circulaire Guéant contre les étudiantEs étrangerEs ou la suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs et des peines planchers, le compte n'y est pas, et de loin. Avec une pichenette de 70 euros, on est très loin des 1 700 euros nécessaires pour vivre correctement. Le décret qui ramène la retraite à 60 ans pour les personnes ayant commencé à travailler à 18 ou 19 ans et qui ont cotisé tous leurs trimestres, est une

mesure de justice élémentaire mais elle ne concerne que 110 000 personnes. Cette mesure accepte pour l'essentiel la loi que nous avons combattue par millions dans les rues à l'automne 2010, elle ne remet pas en cause l'allongement de la durée de cotisation que nous refusons toutEs ensemble. Le gouvernement annonce une négociation sociale, mais nous savons qu'il faudra bien autre chose que le « dialogue social » pour contraindre les patrons à financer sur leur profits, par une augmentation de leurs

SUITE PAGE 2

M 04249 - 153 - F: 1,20 €



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

APPEL
**Stop à la mise au pilori de femmes
séropositives en Grèce** Page 2



(DR)

ACTU INTERNATIONALE
L'Espagne sous perfusion
Page 5



ACTU
Cannabis, un débat pas si fumeux
Page 9

Agenda

14 juin, harcèlement sexuel, rassemblement, Paris. Alors que le conseil des ministres du 13 juin devait présenter son projet de loi sur le harcèlement sexuel, un rassemblement est appelé par les associations féministes pour réaffirmer le soutien aux victimes et la volonté d'une loi qui les protège.
RV à 18 heures place Colette (M° Palais-Royal). Lire aussi p. 12.

16 juin, fête du NPA, Saint-Denis. Venez discuter politique, écouter de la musique, manger et boire un coup...
RV à partir de 19 heures, école Jules-Guesde, 8, rue du Corbillon, Saint-Denis.

16 juin, Lamine Dieng, Paris. Le collectif Vies volées appelle à une marche commémorative cinq ans après la mort de Lamine Dieng, mort étouffé dans un fourgon policier alors qu'il était attaché.
RV à 14 heures, 58, rue des Amandiers (M° Père-Lachaise ou Gambetta).

18 juin, avortement, rassemblement, Paris. Contre le projet du gouvernement turc de réduire les délais pour recourir à l'avortement, un rassemblement est organisé.
RV à 18h30, place de Bolivie, Paris 16°, à quelques encablures de l'ambassade de Turquie (M° Passy ou Bir-Hakeim, RER C Avenue du Président Kennedy).

18 juin, appel du 18 joint, Paris. Le CIRC vous invite à participer, partout en France, aux rassemblements organisés dans le cadre de « l'Appel du 18 joint » : stands, débats, animations.
RV à partir de 18 heures, grande pelouse de la Villette, Paris 19°.
Infos : www.18joint.org

21 juin, violences d'État, concert, Paris. À l'occasion de la Fête de la musique, un concert est organisé pour dénoncer les violences d'État.
RV de 18 heures à minuit (M° Saint-Jacques).

23 juin, dette, rencontre, Paris. Une réunion nationale des collectifs contre la dette est organisée toute la journée. De 14 à 17 heures, deux tables rondes sont ouvertes au public : le collectif, l'audit et ses perspectives et le Pacte budgétaire, avec entre autres les Économistes atterrés.
RV salle Eugène-Hénaff de l'annexe Varlin de la Bourse du travail, 29 bd du Temple, ou 85 rue Charlot (M° République ou Filles-du-Calvaire).

23 juin, Grèce, meeting, Paris. Dans le cadre de la réunion des collectifs contre la dette, un grand meeting de solidarité avec le peuple grec se tiendra à 18 heures, à la rotonde de Stalingrad (M° Stalingrad).



LE CHANGEMENT, CELUI QUE NOUS IMPOSERONS

SUITE DE LA PAGE 1

cotisations, la retraite à taux plein à 60 ans avec 37,5 annuités pour touTEs. Quant aux licenciements, le gouvernement se refuse à légiférer de façon globale, se limitant au cas par cas.

L'UNITÉ ET LES LUTTES

Il faudra construire une mobilisation encore plus puissante et plus déterminée que celle qui a échoué il y a deux ans. Les mobilisations et surtout leur convergence seront indispensables contre les plans de licenciements, pour le retour sur les suppressions d'emplois dans les services publics et la création de milliers de nouveaux postes... Sur tous les fronts, il faut retrouver sans attendre le chemin de l'unité et des luttes, car le changement sera celui que nous imposerons. Rien ne nous sera donné. Dans ce contexte inédit, avec un gouvernement de gauche confronté à une crise mondiale sans précédent, un mécontentement croissant, la seule issue dépend des mobilisations sociales et politiques dans les entreprises et dans la rue. Si la droite a de bonnes chances d'être battue, l'extrême droite, quant à elle, progresse et polarise la droite. Entre l'UMP et le FN, la bataille pour prendre la tête d'une droite populiste, autoritaire

et xénophobe est ouverte, avec la surenchère pour défendre les frontières, le « vrai » travail, la famille et la France, et stigmatiser l'immigration, les musulmans et « l'étranger » en général. Notre responsabilité est de ne pas laisser à la droite de la droite le monopole de l'opposition au futur gouvernement, de construire une opposition à la gauche du gouvernement Hollande-Ayrault en cherchant à fédérer toutes les forces qui ne participent pas et ne soutiennent pas la majorité présidentielle, dans un front politique contre l'austérité pour sortir de la crise en remettant en cause le pouvoir des grands groupes industriels et financiers.

CONSTRUIRE UNE OPPOSITION DE GAUCHE

Le NPA a proposé de les rencontrer à toutes les organisations de la gauche antilibérale, anticapitaliste, révolutionnaire (Front de Gauche, LO, Alternatifs, Alternative libertaire, MOC...). Notre démarche s'adresse aussi aux mouvements politiques des quartiers populaires ou aux organisations du mouvement social qui le souhaitent, elle ne s'arrête pas aux seules organisations. Elle prend en compte et s'adresse à toutes les nouvelles formes

de radicalisation, notamment dans la jeunesse – mouvements type Indignés. Cette proposition d'opposition large, quel que soit le nom qu'on lui donne, est un front de lutte, d'action, autour d'objectifs politiques, qui reprennent les urgences sociales, écologiques, internationalistes : pour l'abrogation des mesures phares du quinquennat de Sarkozy, des lois antisociales, libéricides et xénophobes, des attaques contre les services publics, pour l'abandon des grands projets (Lignes à grande vitesse, EPR, aéroport de Notre-Dame-des-Landes...); pour l'interdiction des licenciements et l'augmentation des salaires – Smic à 1 700 euros; contre la ratification du pacte européen de stabilité budgétaire; contre l'extrême droite pour l'égalité des droits.

Dans les élections présidentielle et législatives nous n'avons pas eu les scores espérés. Mais nous avons défendu une perspective de luttes, d'unité, d'opposition de gauche, une perspective qui reste nécessaire aujourd'hui. Alors il ne faut rien lâcher !
Olivier Besancenot, Philippe Poutou, Christine Poupin

Appel

Stop à la mise au pilori de femmes séropositives en Grèce

Nous reproduisons un appel des associations féministes grecques, significatif de la situation dans ce pays.

Le gouvernement grec procède en ce moment à une action barbare qui n'a pas de précédent. Le gouvernement grec, en invoquant le danger pour les clients de la prostitution d'être contaminés par le VIH par des femmes séropositives parce que toxicomanes (et qui pour certaines d'entre elles sont prostituées de façon occasionnelle ou régulière), a officiellement permis au procureur de la République d'autoriser la publication de leur photo, de leur nom, et de leur adresse. Le gouvernement a ainsi violé tous les droits de protection des informations privées, le secret médical n'a pas été respecté.

Les traités internationaux et européens que l'État grec a signés concernant la protection des personnes séropositives ont été bafoués. Plus concrètement, le 29 avril, la police a publié, sur ordre du procureur de la République, la photographie et le nom d'une jeune russe de 22 ans. Tout ceci a été retransmis sur toutes les chaînes de TV. Dans les jours qui ont suivi, d'autres noms et d'autres photos ont été publiés. Cela continue encore aujourd'hui et elles sont 29 à être concernées. La plupart des femmes sont grecques et beaucoup d'entre elles sont toxicomanes. Ces femmes ont été arrêtées et sont en prison. La charge retenue contre elles et de faire courir un « lourd risque corporel » à leurs clients.

Cette décision gouvernementale a été prise en avril, dans le cadre de la croisade générale raciste et anti-immigrés qui s'est ouverte avec la campagne électorale. Elle avait pour but de regrouper les sans-papiers, de les parquer dans plusieurs lieux avant de les expulser. La stigmatisation des « femmes prostituées » est arrivée ensuite pour compléter cet objectif, en ciblant, comme cela a été écrit officiellement, « les femmes migrantes prostituées comme des bombes contre la santé et la vie de famille des hommes grecs ». Il s'est avéré très vite que les opérations de police aboutissaient à l'arrestation de femmes qui étaient grecques, dans la majorité des cas. [...] Toute l'affaire s'est transformée en une forme moderne de chasse aux sorcières, contre les femmes.

Les organisations féministes ont dénoncé depuis longtemps le fait que, surtout dans la traite, les proxénètes et les clients forcent les femmes en situation de prostitution à accepter des rapports sans préservatif. En effet, sans préservatif, ces rapports sont encore mieux tarifés. Cela, à la grande satisfaction des proxénètes dont les profits augmentent et des clients dont les demandes insensées et dangereuses sont ainsi satisfaites. Elles ont aussi dénoncé le fait que pour les clients qui sont des jeunes hommes mineurs, l'école ne leur a rien appris sur le mode de contamination par le VIH. Et alors que ce sont les hommes mineurs ou majeurs qui demandent le rapport sans préservatif, ce sont les femmes qui sont en prison !

Les politiques décrites ci-dessus, qui sont celles des autorités officielles du pays, piétinent les droits humains et sont une offense à la dignité humaine. Elles alimentent une culture de la discrimination. Elles sont aussi une destruction de la santé publique.

En effet, d'une part, elles envoient un message faux à la société car la précaution est de la responsabilité de chacun. D'autre part, cette politique décourage les membres de ces communautés « à risque » d'aller se faire dépister par les services de santé et soigner, ce qui finalement accroît l'épidémie.

En Grèce, nous avons aussi dénoncé le fait que les programmes pour la prévention du VIH ont été diminués de 50% depuis 2009, les fonds alloués au traitement des toxicomanies de 30%. Au total, avec les plans d'austérité barbares imposés depuis 2009, c'est 50% des fonds alloués à la santé qui ont été coupés.

Nous demandons une augmentation des fonds alloués à l'information et à l'éducation, la prévention et le traitement, en Grèce, pour les Grecs et les immigrants de cette maladie, comme de toutes les autres.

Nous demandons des réponses aux questions que nous avons posées concernant les procédés qui ont conduit au non-respect du secret médical et à la divulgation de faits concernant la vie personnelle car c'est une violation de la législation grecque et européenne concernant les personnes séropositives. Ce qui est arrivé est le fait du seul procureur de la République et n'a pas eu l'assentiment de l'autorité qui protège les données concernant la vie privée. Nous demandons que le Centre grec de suivi et de prévention (KEELPNO), le principal organisme officiel dans ce domaine, suspende son non-respect des lois et cesse sa collaboration de fait dans la stigmatisation publique et concrète de ces femmes et de celles qui pourraient l'être, en ciblant par exemple d'autres groupes sociaux comme les transsexuelles en situation de prostitution.

Nous demandons la libération immédiate des femmes arrêtées, leur accès au programme de soins, et une indemnité pour le dommage moral qui leur a été imposé.

Nous demandons l'intervention des organisations internationales auprès du gouvernement grec pour que cesse immédiatement cette mise au pilori de femmes et que soit condamné ce comportement contraire à tous les traités européens et internationaux que la Grèce a signés.

Les signatures peuvent être envoyées à : againstviolencewomen@gmail.com



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

Législatives, une gauche très hollandaise



Par **Laurent Menghini**

RIO PLUS VAIN

Du 20 au 22 juin se tient le sommet Rio+20 dans le cadre de l'ONU, 20 ans après celui qui avait débouché sur la signature de trois conventions internationales sur le changement climatique, la biodiversité et la désertification.

Qu'attendre de ce sommet? Rien, sinon peut-être des reculs. Les textes issus du sommet de 1992 mêlaient avancées et dangers. Les premières sont restées virtuelles, alors que les dangers se sont concrétisés : le développement durable a servi d'emballage à un déchaînement capitaliste destructeur socialement et écologiquement. La marchandisation de la nature n'a cessé de progresser, de marché de permis d'émission en compensation carbone, de mécanisme REDD en explosion des accaparements de terre. Et, bien plus que Rio, c'est la création, deux ans plus tard, de l'OMC, armature institutionnelle internationale de la mondialisation capitaliste en cours, qui a donné le *la* aux deux dernières décennies. En 2002, à Johannesburg, pour la première fois, un sommet international ne débouchait que sur une déclaration d'intention. En 2009 à Copenhague, la convention sur le changement climatique échouait de manière retentissante.

Aujourd'hui, le sommet officiel s'ouvre dans le contexte de la crise économique, et la concurrence à l'échelle mondiale entre multinationales conduit à une ruée inédite sur la nature et ses ressources. C'est à cette aune qu'il faut apprécier la promotion de « l'économie verte », un des principaux objectifs des organisateurs du sommet. Il ne s'agit pas de soumettre le fonctionnement économique aux contraintes écologiques et à la satisfaction des besoins sociaux, mais de donner une valeur monétaire à la nature et ses ressources pour accélérer sa marchandisation. Bref, de franchir une nouvelle frontière pour le capital, lourde de régression et de destruction. Nulle surprise dès lors sur le fait que certains acquis des conventions précédemment signées soient menacés, comme la reconnaissance d'une responsabilité commune mais différenciée des États dans la situation écologique actuelle. L'espoir ne peut venir que de ceux et celles qui s'opposent radicalement à la logique marchande universelle, et organisent un contre-sommet à Rio même, qui se décline au niveau international par des initiatives dans de nombreux pays. Unifier la résistance des travailleurs et des paysans à l'échelle internationale, globaliser les luttes, affirmer qu'une alternative est possible, est la seule voie d'avenir face à la barbarie qui vient.

Profitant de la très grosse abstention, le Parti socialiste effectue une percée électorale dans le sillage de la victoire d'Hollande à la présidentielle. S'il n'y a pas eu de vague rose en ce premier tour des élections législatives, cette percée socialiste se fait au détriment du reste de la gauche, en particulier de ses partenaires gouvernementaux écologistes mais aussi du Front de Gauche.

L'abstention profite toujours aux grands partis et cette élection n'a pas dérogé à la règle. Avec plus de 42% (par rapport aux électeurs inscrits sur les listes électorales), cette abstention, supérieure à celle qui avait été enregistrée en 2007, représente un record pour des élections législatives sous la V^e République. Et c'est donc le Parti socialiste qui en profite pleinement.

VOTE UTILE POUR LE PS

Le Parti socialiste, accompagné de ses alliés traditionnels – radicaux de gauche et divers gauche, plus quelques circonscriptions offertes au Mouvement républicain et citoyen de Jean-Pierre Chevènement – a recueilli en tout 34,43%. La propagande du PS, qui distillait depuis un mois les annonces souvent symboliques et martelait qu'il fallait donner une large majorité « au changement », a à l'évidence eu ses limites. La meilleure preuve en est encore l'abstention massive. Car à la différence par exemple de 1981, il n'y a pas eu de dynamique après l'élection d'Hollande.

Pour autant, le succès est bien réel, comme en témoigne l'élection dès le premier tour de six membres du gouvernement (Fabius, Batho...) dont le premier d'entre eux Jean-Marc Ayrault. Et le second tour, ce dimanche 17 juin, risque bien de confirmer le phénomène, avec en perspective une Assemblée nationale où les socialistes pourraient seuls avoir la majorité absolue, sans avoir besoin d'autres appuis. Le réflexe du « vote utile » a donc

pleinement profité au PS. C'est dans leur très grande majorité le choix des électeurs de gauche qui sont allés voter, tout comme celui des électeurs qui ont préféré s'abstenir plutôt que d'émettre un vote perçu comme peu utile dans la situation politique post-6 mai. C'est pour cela que les résultats du Front de Gauche, de l'extrême gauche, et même d'Europe Écologie Les Verts ont été plus faibles qu'attendus.

DÉCEPTION ET INTERROGATIONS

Avec respectivement 5,5% et un peu moins de 7% des voix, EÉLV et le Front de Gauche voient leurs possibles groupes parlementaires à l'Assemblée nationale fortement menacés. Pour autant, l'opération n'est peut-être pas si mauvaise pour les amis de Cécile Duflot qui effacent ainsi les faibles résultats de la campagne d'Eva Joly, même au prix d'un accord électoral sacrifiant les principaux points programmatiques des Verts.

Pour le Front de Gauche, ce premier tour des élections législatives marque le premier recul depuis sa constitution en 2009. La défaite très médiatisée de Jean-Luc Mélenchon à Hénin-Beaumont ne doit pas faire oublier que bien des candidats importants issus du PCF ou du PG sont aussi hors course ou en très grande difficulté sous la poussée socialiste, comme Martine Billard, Jean-Pierre Brard, Roland Muzeau ou Patrick Braouzec. Le Front de Gauche ne retrouvera donc pas ses dix-neuf députés sortants, et n'arrivera



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)

certainement pas à constituer un groupe parlementaire.

À n'en pas douter, cette situation va redistribuer les cartes en son sein en faveur d'une direction du PCF plus favorable à un rapprochement avec le PS au pouvoir. Dès dimanche soir, les déclarations ne se sont pas fait attendre. Ainsi Buffet souhaitant « faire réussir la gauche » affirme qu'elle et ses amis seront à l'Assemblée « dans la majorité de gauche avec une volonté constructive et autonome ».

À quelques jours de la consultation nationale des militants du PCF sur une possible participation gouvernementale, il ne faut donc exclure aucune possibilité. Et même si une entrée au gouvernement semble peu probable, la question des rapports au Parti socialiste et à sa majorité politique reste plus que jamais posée.

Manu Bichindaritz

Hénin-Beaumont: après le 1^{er} tour

Marine Le Pen est peut-être en passe de réussir son pari et permettre le retour du Front national à l'Assemblée nationale. Avec 42,26% des voix sur la 11^e circonscription du Pas-de-Calais (plus de 48% dans la ville d'Hénin-Beaumont et au-delà sur certains bureaux de vote), elle améliore de neuf points son score de la présidentielle. Pour Jean-Luc Mélenchon, c'est un double échec. Lui qui voulait concurrencer le PS et montrer, en prolongeant l'affrontement de la présidentielle, qu'il était le mieux à même de battre le Front national dans une circonscription historiquement acquise au PS, arrive finalement en troisième position (21,48%), derrière Philippe Kemel (23,50%), le candidat du PS.

Jean-Luc Mélenchon, qui promettait de faire « raser les murs » au FN, a échoué à gagner les voix des catégories paupérisées par la crise qui se tournent vers l'extrême droite ou à les détourner de la démagogie populiste et xénophobe de Marine Le Pen, même s'il gagne 1 000 voix dans

la circonscription par rapport à la présidentielle. S'il s'agissait de battre le FN sur le terrain électoral, la logique aurait pourtant voulu de renoncer à se présenter dans cette circonscription puisque tous les sondages montraient que le candidat du PS bénéficiait d'un score plus important face à Marine Le Pen au second tour.

Le choix fait par le Front de Gauche de parachuter Jean-Luc Mélenchon et de braquer tous les projecteurs sur cette circonscription permet aujourd'hui à Marine Le Pen de fanfaronner d'autant plus qu'elle peut désormais se prévaloir d'une deuxième victoire sur Mélenchon après celle de la présidentielle. De prétendre aussi que c'est bien elle et pas le Front de Gauche qui incarne le mieux la colère de tous les laissés-pour-compte, des précaires, des chômeurs.

Car au-delà des guerres d'affiches, des faux tracts, des coups bas qui ont empoisonné la campagne, face au parachutage de dernière minute de Mélenchon qui ne pouvait renverser la donne, Marine Le Pen a eu beau jeu de se

prévaloir d'une implantation de terrain, d'un véritable ancrage dans les quartiers populaires. S'il y aura un rassemblement des forces de gauche derrière le candidat du PS pour battre Marine Le Pen au second tour, l'échec de Mélenchon souligne qu'il n'y a pas de raccourci sur le terrain de la politique spectacle ou du marketing électoral pour battre le FN qui prospère sur le terrain de la crise et qui ne doit, depuis longtemps déjà, son absence à l'Assemblée nationale qu'à l'absence de toute représentation proportionnelle aux élections législatives.

Il faut prendre le problème à la racine : la lutte contre le FN passe par la réponse à l'urgence sociale. Elle implique une politique de rupture avec le libéralisme et toutes les politiques d'austérité. Elle appelle un front sur le terrain des mobilisations, des grèves de toutes les forces politiques, syndicales, associatives, militantes indépendantes du PS pour organiser dès maintenant la riposte contre l'austérité promise par Hollande.

Raymond Adams



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)

Schindler: grève victorieuse

En arrachant quatre embauches sur l'Île-de-France et un recul de la direction sur un projet d'organisation du travail augmentant les charges et la pénibilité, après quatre jours de mobilisation, les grévistes de l'entreprise d'ascenseurs Schindler ont remporté une première victoire.

Évoquer les ascenseurs, c'est immédiatement parler des pannes, des escaliers ou encore des coûts de rénovation... On pense plus rarement aux salariés qui tous les jours entretiennent et dépannent des appareils devenus indispensables au quotidien, et qui représentent un marché juteux profitant essentiellement à quatre entreprises, dont Schindler. Elles ont empoché la plus grosse partie des plus de 7 milliards d'euros dépensés pour mettre aux normes les ascenseurs ces dernières années. Sans que les salariés en bénéficient.

Alors, quand, à la fin du mois de mai, la direction annonce les mesures salariales qu'elle compte mettre en place, la pression est montée d'un cran. Les propositions de 1% d'augmentation générale

en juin, et 1% au mérite au mois d'octobre (la mesquinerie patronale n'a pas de limite!), dans un contexte de gel des embauches, ont mis le feu aux poudres. Réunis en assemblée générale le lundi 4 juin au matin, les salariés de l'agence de Levallois ont voté la grève à la quasi-unanimité. À cette occasion, ils ont défini une plateforme de revendications exigeant une augmentation de 170 euros pour tous, la baisse du nombre d'ascenseurs en maintenance par technicien et des embauches pour réduire la charge de travail. C'est sur cette base que le mouvement s'est développé.

Petit à petit, la grève s'est répandue à travers toute l'Île-de-France. Les unes après les autres, des équipes de différentes agences ont rejoint le

mouvement. Pourtant, la direction a fait la sourde oreille pendant les trois premiers jours. Face à son intransigeance, les grévistes ont décidé le blocage du siège national, à Vélizy, à partir du jeudi 7 juin. Après avoir fait irruption, la veille, en plein conseil d'administration, les salariés ont manifesté dans l'ensemble des locaux (bureaux d'étude, centre d'appels, services administratifs et paie...) et fait connaître leurs revendications à l'ensemble des salariés. Alors qu'en début de semaine, la direction exigeait la reprise du travail avant toute négociation, elle a été contrainte de céder face au risque d'extension du mouvement. Et de lâcher sur l'embauche et la charge de travail. Une victoire réelle dans le contexte de fermetures d'entreprises et de licenciements

qui domine dans d'autres branches.

Au-delà des manifestations dans le siège, des moments conviviaux, de toutes ces choses qui rythment une grève, l'aspect le plus frappant, c'est la jeunesse d'une grande partie des salariés qui, pour beaucoup, faisaient leur première expérience de lutte sociale. C'est sans doute ce qui explique les difficultés à étendre le mouvement et à convaincre les équipes de s'impliquer dans la grève dans la durée. Mais dans cette situation difficile, où les salariés prennent coup sur coup, ce constat nous autorise une pointe d'optimisme: une nouvelle génération de salariéEs est en train de faire son expérience de la lutte!

Henri Clément

UMP-FN Guerre des chefs, petites manœuvres et rivalités...

Alors que l'UMP opte pour le ni-ni, certains candidats se désistent pour le FN.

La droite et l'extrême droite, l'UMP et le Front national, sont aujourd'hui majoritaires dans le pays. Avec, respectivement, 34,1% et 13,6%, ils totalisent ensemble 47,7% soit un peu plus que le PS et ses alliés. Leurs rivalités et le système électoral garantissent à la gauche de gouvernement une majorité à l'issue du second tour, mais d'ores et déjà ce rapport de forces électoral pèse pour la suite et attise les rivalités au sein des forces réactionnaires.

L'UMP enregistre un net recul de ses scores, onze points par rapport à 2007, tout en maintenant de solides positions alors que le FN progresse, même si ses résultats restent inférieurs à ceux de 1997. Il sera présent au second tour dans 61 circonscriptions dont 32 triangulaires. Ces résultats sont en deçà de ce qu'espérait Marine Le Pen. Ils lui permettent cependant d'exercer une forte pression sur l'UMP et son électorat préparés par la campagne de Sarkozy à composer avec l'extrême droite. Les chefs de l'UMP, empêtrés dans leurs propres rivalités pour la direction du parti, se débattent dans ce piège. Au final, l'UMP a décidé de refuser toute alliance avec le FN et tout « front républicain»: le ni-ni. Ils ne donneront aucune consigne de vote dans les 20 circonscriptions où le Front national affrontera la gauche. Par contre, ils ont demandé aux deux candidats UMP arrivés en troisième position contre le PS et le FN de se maintenir. Mais, dans la 16^e circonscription des Bouches-du-Rhône, Roland Chassain annonce son retrait au profit du FN contre un des dirigeants du PS, Michel Vauzelle. Jean-François Copé condamne sans condamner: «Ne nous arrêtons pas à une circonscription!» Dans la 2^e du Gard, Étienne Mourrut se retirera probablement en faveur de Gilbert Collard, le candidat du FN avec lequel il dit avoir «des idées similaires».

Au-delà de ces deux circonscriptions symptomatiques se développe au sein de l'UMP un fort courant prônant un rapprochement avec le FN dont la Droite populaire se veut l'expression. Avec Jean-Paul Garraud, député de Gironde, elle se revendique du fait qu'«une majorité des électeurs de l'UMP et des électeurs du FN veulent un rapprochement. Qu'est-ce qui est le plus important pour la France? Cette question, seule, doit nous guider.» François Fillon n'a pas hésité à lui rendre une «une visite de soutien»... «Quand je lis le programme de la candidate du FN - non au vote des immigrés, non à l'assistanat... -, c'est mon programme! En Provence, où le Front national est très fort, si on ne dialogue pas, on n'aura demain plus aucun député, plus aucune ville. Il faut qu'on arrête à Paris de nous prendre pour des imbéciles» déclare Chassain.

Il est clair que les dirigeants de l'UMP, tout en défendant leurs propres intérêts, ne veulent pas s'opposer à l'opinion dominante parmi leurs militants que Sarkozy a envoyés dans les bras du FN et qui sont favorables à une alliance. Ce dernier cadeau empoisonné de Sarkozy permettra probablement à l'extrême droite de revenir au Parlement et ouvre la bataille à droite pour une nouveau parti populiste de la droite extrême.

Yvan Lemaitre



PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB

RETRAITES Un pas en avant, un pas en arrière, deux pas sur le côté...

Les mesures du gouvernement de retour de la retraite à 60 ans pour les carrières longues sont bien en dessous des revendications des salariés.

Un décret gouvernemental édicté avant fin juin pour application au 1^{er} novembre modifiera le dispositif législatif « carrières longues » inscrit dans la loi Sarkozy-Fillon de 2010.

Ces dispositions font suite à l'engagement de Hollande d'élargir les possibilités de départ à la retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler jeunes et auront cotisé la totalité de leurs annuités.

Les conditions d'accès aux mesures « carrières longues » sont assouplies: la majoration de huit trimestres de cotisation imposée par la réforme de 2010 sera supprimée et la condition d'âge de début de carrière professionnelle avancée de deux ans et donc applicable aux personnes ayant commencé à travailler à 18 ou 19 ans au lieu de 17 ans comme précédemment.

Pour les salariéEs ayant connu des «accidents» de carrière, deux trimestres validés au titre des périodes de chômage seront pris en compte dans le calcul du nombre des annuités.

Les mères de famille pourront

valider deux trimestres de congé maternité, qui s'ajouteront aux quatre trimestres pouvant être validés au titre des arrêts maladie, maternité et accidents du travail dont peuvent bénéficier tous les assurés.

Ces mesures seront applicables aux assurés de l'ensemble des régimes de retraite (salariés du secteur privé, commerçants et artisans, salariés et exploitants agricoles, fonctionnaires, professions libérales) à compter du 1^{er} novembre prochain.

Au total ces mesures devraient bénéficier à plus de 100 000 personnes et leur coût est évalué à 1,1 milliard d'euros en 2013 et 3 milliards en 2017.

MESURETTES

Alors qu'on est en dessous de l'enveloppe de 5 milliards initialement prévue, le gouvernement en reste à des mesurettettes qui n'ont rien à voir avec un quelconque «changement maintenant». Pour les femmes, la prise en compte de l'intégralité des congés maternité est une exigence qui ne coûterait pas très cher. Les départs anticipés

concernent en effet très majoritairement des hommes, les femmes qui atteignent 60 ans aujourd'hui ayant souvent interrompu leur carrière pour élever des enfants. Elles ont donc plus de difficultés que les hommes à atteindre 41 annuités et ne représentent que 22% des 645 000 personnes qui ont pris une retraite anticipée depuis 2004. De même l'accès au dispositif pour les salariés victimes d'accident du travail ou de maladie professionnelle devrait être largement assoupli.

Le financement de ces mesures sera assuré par une augmentation des cotisations sociales «retraite» qui s'établira pour la première année à 0,1 point pour les salariés et 0,1 point pour les employeurs à laquelle s'ajouteront les augmentations de cotisation pour les retraites complémentaires. À vouloir préserver les «grands équilibres», c'est-à-dire l'inégal partage des richesses entre le travail et le capital et le respect des engagements en matière de redressement des finances publiques, le gouvernement renonce à répondre aux exigences portées

par les mobilisations de 2010. On est loin d'un retour aux 60 ans pour tous et de la prise en compte réelle de la pénibilité du travail.

SYNDICATS ATONES

Malgré leur timidité, ces demi-mesures n'ont suscité que peu de critiques. Les organisations syndicales sont restées discrètes, chacune se contente de rappeler les grandes lignes de sa doctrine générale en la matière. La CFDT insiste sur le fait que ces corrections correspondent à ses demandes antérieures et réaffirme son projet de remise en cause complète du système de retraite par répartition par la mise en place d'un système par points et un financement par l'impôt. La CGT et FO, tout en réaffirmant leur soutien au système par répartition, attendent patiemment les prochaines échéances parlementaires. Au total, l'idée que le gouvernement Hollande-Ayrault fait ce qui est possible dans le contexte de la crise paraît faire son chemin dans les consciences.

Robert Pelletier

L'ESPAGNE SOUS PERFUSION

Les travailleurs européens doivent s'attendre à des attaques redoublées

Malgré les déclarations de Rajoy, l'Espagne a dû se résoudre à faire appel à l'Europe pour sauver son système bancaire. La situation de la 4^e économie européenne ne peut qu'aggraver la crise de l'Union.



L'Espagne s'enfonce dans la crise : depuis fin 2011, le PIB baisse à nouveau (-0,3% fin 2011 ; -0,4% début 2012) et le taux de chômage officiel atteint 23,8% (en février 2012). Le gouvernement multiplie les coupes dans les dépenses sociales (-7 milliards d'euros dans les dépenses de santé) et a fait voter une contre-réforme du marché du travail en février (donnant plus de pouvoir aux patrons pour licencier et modifier les contrats de travail). Mais cela ne suffit toujours pas à restaurer la rentabilité et donc l'accumulation. L'éclatement de la bulle immobilière (d'une ampleur inouïe) n'en finit pas de produire ses effets sur la solvabilité des banques : la dévalorisation des actifs financiers (notamment les crédits immobiliers non remboursés) possédés par les banques exige une « recapitalisation » massive sur fonds publics : l'État est appelé à la rescousse pour financer les pertes. D'où l'explosion du déficit et de la dette publics (faibles avant le déclenchement de la crise en 2007-2008), et la hausse des taux d'intérêt auxquels l'État s'endette (taux supérieurs à 6% pour les emprunts à dix ans), car les capitalistes craignent de plus en plus un scénario à la grecque. Et la situation est d'autant plus grave que la fuite des capitaux s'accélère : de plus en plus de déposants vidant leurs comptes (privant ainsi les banques espagnoles de précieuses ressources) pour les transférer à l'étranger (notamment en Allemagne).

APPEL À L'AIDE

Alors que le gouvernement espagnol avait toujours exclu d'avoir recours à une « aide » extérieure, il a dû se résoudre à cette « humiliation » (après la Grèce, l'Irlande et le Portugal), car il n'a plus les moyens de s'endetter à un taux « raisonnable » sur les marchés. Les événements se sont accélérés la semaine dernière : le 5 juin, lors de la conférence téléphonique du G7, les États-Unis ont fait pression pour que l'Europe agisse vite pour renforcer les banques européennes ; le 7 juin, l'agence de notation Fitch a abaissé la note souveraine de

l'Espagne de trois crans, estimant que la recapitalisation des banques espagnoles pourrait se situer entre 60 et 100 milliards d'euros (6 à 9% du PIB). Le 9 juin, un accord était scellé : 100 milliards vont être débloqués par l'Europe (via le FESF - fonds européen de stabilité financière - ou le MES - mécanisme européen de solidarité - qui verra le jour en juillet) pour alimenter, via l'État espagnol, un fonds public de recapitalisation des banques espagnoles. Même si ce plan ne fait pas appel au FMI et ne s'accompagne pas d'un « mémorandum » plaçant la Grèce sous tutelle de ses créanciers, les bourgeoisies européennes vont renforcer leur pression sur l'Espagne. La feuille de route dressée par la Commission européenne est claire : augmenter la TVA pour abaisser les cotisations sociales, relever l'âge de la retraite et flexibiliser encore plus le marché du travail.

EXTENSION DE LA CRISE

Ce nouveau plan de sauvetage n'est qu'une rustine supplémentaire pour tenter d'endiguer une crise de la dette qui s'étend désormais à la quatrième puissance de la zone euro, et qui menace directement l'Italie. La bourgeoisie allemande n'a pas le choix : elle doit lier chaque jour davantage son sort à celui des pays les plus fragiles de l'UE (en prêtant massivement) pour éviter un effondrement économique de ces pays aux conséquences incalculables¹. Mais elle

ne le fera pas sans condition : Merkel parle désormais ouvertement de la nécessité de mettre en place une « union budgétaire fondée sur une politique budgétaire plus harmonisée » impliquant « d'abandonner des compétences à l'Europe ». C'est à cette condition que les fameux « eurobonds » voulus par Hollande trouveraient leur place dans un ensemble qui conjuguerait austérité renforcée, mise sous tutelle des bourgeoisies périphériques de l'UE, et mécanismes de « solidarité ».

AUSTÉRITÉ POUR TOUS

Face à la crise, les gouvernements bourgeois de « droite » et de « gauche » mettent en place la politique exigée par les lois du système : l'austérité. Il leur faut baisser la valeur de la force de travail pour restaurer leurs profits. C'est pourquoi nous sommes anti-capitalistes : nous n'échapperons à une régression importante de nos conditions de vie que si nos mobilisations vont jusqu'au bout, jusqu'à la mise en place de notre propre gouvernement qui soit capable d'annuler la dette en remettant directement en cause le pouvoir des capitalistes sur l'économie.

Gaston Lefranc

1. « Si l'Espagne se retrouvait dans une situation catastrophique, on pourrait faire une croix sur les banques françaises et allemandes », a déclaré le 10 juin le ministre des Finances luxembourgeois, Luc Frieden.

PÉROU Conga No Va !

Lors du rassemblement unitaire du samedi 2 juin sur l'esplanade du Trocadero à Paris, convoqué par le Comité solidarité avec Cajamarca (voir article de *Tout est à nous!* n°150), le représentant du NPA a rappelé que la commission d'experts internationaux engagée par la population de Cajamarca et son gouvernement provincial a déclaré non viable le méga-projet minier Conga, contrairement la commission désignée par le gouvernement Ollanta Humala, laquelle a pourtant dû amender le projet initial de l'entreprise Yanacocha accepté par le gouvernement précédent d'Alan Garcia. Devant les citoyens français, péruviens et latino-américains rassemblés, il a apporté toute la solidarité de notre parti à la lutte du peuple de Cajamarca pour son droit à l'eau, à la vie, contre la spoliation économique et environnementale de cette entreprise qui, comme les autres multinationales présentes au

Pérou, exploite et détruit l'environnement et le sol du pays, rendant le mot « or » (ou autres minerais), synonyme de pauvreté, maladie, mort et répression pour le peuple du Pérou. À cette occasion l'ensemble des organisations politiques, syndicales et des associations solidaires, des élus et personnalités présents, ont manifesté leur colère face aux méthodes autoritaires et répressives utilisées par le gouvernement Ollanta Humala.

De même, le mardi 5 juin, la délégation du Comité de solidarité avec Cajamarca accompagnée par la sénatrice Laurence Cohen (PCF), un représentant du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) et le secrétaire international de Sud Solidaires, Christian Mahieux, a dénoncé auprès de l'ambassadrice du Pérou en France cette répression : 59 militants et représentants élus sont sous la menace de poursuites pour le simple fait

d'apporter leur appui à la lutte du peuple de Cajamarca. Mais, de plus, dans la région de Cuzco, à Espinar (Andes du Sud), le gouvernement Ollanta Humala a déclenché une répression policière armée, responsable de la mort par balle de quatre personnes, dont le seul crime était de réclamer pacifiquement une enquête officielle sur la pollution causée par l'exploitation de la mine de cuivre par l'entreprise Xstrata Cooper Tintaya (capitaux suisses). Le jour même, 22 policiers envahissaient la mairie et emprisonnaient le maire de la ville de Espinar, Oscar Mollohuanca, coupable d'être solidaire de ses administrés et d'appuyer leur légitime exigence. Libération d'Oscar Mollohuanca Arrêt des poursuites contre les animateurs de la grève de Cajamarca Non à la répression! Conga no va!

Correspondant

Second tour décisif pour la révolution égyptienne

Dans un contexte électoral, le verdict du procès de Moubarak et de ses fils a déclenché la colère des Égyptiens qui ont occupé plusieurs jours la place Tahrir.

Les 16 et 17 juin se tiendra le second tour des élections présidentielles, qui opposera le candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsy, au général Ahmed Shafiq, identifié comme le candidat de l'armée, et qui fut le dernier Premier ministre de Moubarak. Un scénario cauchemar pour le camp des révolutionnaires, dont les candidats ont pris le risque de cautionner un processus électoral mené par le SCAF¹. Bien qu'ayant obtenu près de la moitié des voix, le nassérien de gauche Hamdeen Sabbahi (arrivé en tête dans les grands centres urbains et populaires) et l'islamiste modéré Aboul Fotouh, en se lançant en ordre dispersé dans la course, ont favorisé une situation dans laquelle une grande partie de la population, favorable à l'approfondissement du processus révolutionnaire, se retrouve exclue de ce processus.

COLÈRE

La colère des révolutionnaires qui voient en la possible victoire de Shafiq un retour à l'ancien régime a explosé, samedi 2 juin, lorsque le tribunal spécial chargé de juger Moubarak a rendu son verdict. Les cris de joie des familles de martyrs à l'annonce de sa condamnation à la prison à vie ont laissé la place à des cris de rage lorsque le juge Rafeed a prononcé l'acquiescement des deux fils du dictateur déchu, poursuivis pour blanchiment d'argent, et de six anciens hauts responsables du ministère de l'Intérieur, poursuivis pour complicité dans l'assassinat de plus de 800 manifestants lors de la révolution du 25 janvier. Quelques heures plus tard, des centaines de milliers de personnes occupaient la place Tahrir, demandant la tenue d'un nouveau procès, ainsi que l'application de la « loi d'isolation politique » qui entraînerait la disqualification de Shafiq². Plus que le caractère massif des manifestations, inédit depuis le premier anniversaire de la révolution, il faut retenir la revendication de la mise en place d'un « conseil présidentiel », initialement appelé par Khaled Ali et qui comprendrait également Sabbahi et Fotouh. Lundi 4 juin, les trois anciens candidats sont ainsi apparus ensemble sur la place Tahrir pour défendre cette proposition au milieu d'une foule qui scandait le mot d'ordre d'« unité ». Demandant à la fois l'exclusion de Shafiq et l'annulation du premier tour sur lequel pèsent de forts soupçons de fraudes en sa faveur, ce conseil se poserait en alternative directe au processus électoral, et aurait également pour mission de mettre fin à la crise constitutionnelle qui oppose le Parlement dominé par les FM, et le SCAF³. Cette perspective vient d'être renforcée par le soutien de Mohamed El-Baradei, qui bataille avant tout pour le règlement de la crise constitutionnelle. Il n'a néanmoins pas manqué d'en railler le caractère tardif, rejoignant ainsi le sentiment de gâchis de nombre de manifestants. Il faut peut-être y voir la raison de l'issue de cette séquence de mobilisations qui, bien qu'ayant remonté le moral du camp révolutionnaire, s'est close après quatre jours de manifestations de masse sans véritable avancée, laissant la place le week-end prochain à un choix difficile.

BOYCOTT

Dans les manifestations, la question du boycott du second tour⁴, et plus largement de l'attitude vis-à-vis des Frères musulmans a été l'objet de nombreuses discussions, voire d'incidents, lorsque des manifestants arrachaient aussi bien les affiches de Morsy que celles de Shafiq. Ainsi, des militants de Socialistes révolutionnaires ont publiquement protesté contre la décision de leur direction d'appeler indirectement à voter Morsy, mettant sur le même plan un « fascisme religieux » et un « fascisme militaire ». Il n'en reste pas moins qu'aux yeux de la majorité du mouvement, la victoire de Shafiq, qui a promis de « rétablir la loi et l'ordre en moins d'un mois », constitue le danger le plus immédiat pour la révolution. Nul doute qu'une victoire de celui-ci le week-end prochain provoquerait immédiatement un nouveau sursaut du mouvement révolutionnaire. Mais il reste à construire une perspective qui permettrait à celui-ci de se débarrasser non seulement des foudres⁵, mais aussi du SCAF, qui tient toujours les rênes du pays.

Romain Hingant

1. Qui a permis à Shafiq, initialement exclu en tant que représentant de l'ancien régime, de revenir dans la course.
2. Cette loi sera soumise le jeudi 14 juin devant la Haute Cour constitutionnelle, qui selon toute vraisemblance devrait la déclarer inconstitutionnelle.
3. Les prérogatives du futur président ne sont toujours pas connues...
4. De fait, le taux de participation devrait être très bas, malgré les efforts du gouvernement qui a donné deux jours de congés à nombre d'administrations.
5. Résidus de l'ancien régime.

Défendre le d partout e



Le 5 juin dernier, des conférences de presse se sont tenues simultanément, dans plusieurs pays d'Europe. Elles ont popularisé les décisions de la troisième conférence européenne en défense de la santé et de la protection sociale qui s'est réunie les 12 et 13 mai derniers à Nanterre en vue de coordonner l'action contre la privatisation et le démantèlement du service public de santé en Europe.

Ces conférences de presse, dont l'une a eu lieu à Paris, ont annoncé la tenue d'une semaine d'action coordonnée à l'échelle de l'Europe du 1^{er} au 8 octobre 2012. Une initiative importante au moment où le droit à la santé est attaqué de front par les contre-réformes libérales, dans tous les pays.

Pays et organisations présentEs

Allemagne.

Belgique : CNE /CSC, principal syndicat des employés du pays, Plateforme des mouvements sociaux.

État espagnol : MATS, CAS Madrid.

France : Sud Santé-Sociaux, Solidaires, Coordination nationale des comités de défense, Union syndicale de la psychiatrie, LSNPUM, Marche mondiale des femmes, Cadac, Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM), Les Alternatifs, Fase, NPA, PCF.

Grèce : Femmes contre la dette et les mesures d'austérité, Fédération des unions des médecins hospitaliers de Grèce, Union des médecins de la gauche radicale, Syndicat du personnel d'éducation spécialisée.

Irlande : People Before Profit.

Italie : Union des syndicats de base.

Pologne : OZZPIP (Syndicat des sages-femmes et infirmières, 77 000 adhérentes soit un tiers de la profession), syndicat «Août 80», PPP (Parti polonais du travail).

Slovaquie : le coordinateur du comité de grève ; l'ONG «Égalité».

Ce dossier a été réalisé par la commission nationale Santé-Sécu-social du NPA et la délégation du NPA à la conférence. Merci aux camarades du NPA de la région parisienne qui ont beaucoup contribué au bon déroulement matériel de la conférence et ainsi permis d'assurer son succès.

Grèce Une crise humanitaire et sanitaire !

«**P**aiement de la dette» oblige, pendant les neuf premiers mois de 2010, le coût de fonctionnement national des services de santé a été réduit de 60%, entraînant fermetures de services, suppression de personnel et diminution des salaires. Dans les années 1980, après la dictature des colonels, un mouvement important avait imposé un système de santé public et gratuit.

Depuis 1992, il faut s'acquitter d'un ticket d'entrée (franchise) dans les cliniques, et, en 1999, le gouvernement socialiste a imposé un ticket d'entrée aux urgences.

Aujourd'hui, 30% de la population est exclue des soins, car l'assurance santé est liée au travail. Trois millions de gens se retrouvent sans aucune couverture de santé. La famille, au nom de la «solidarité familiale» doit prendre en charge ceux qui ne le sont plus par l'État, et les femmes sont principalement concernées. Il faut désormais

payer une part importante des médicaments. Le ticket d'entrée est passé à 5 euros et une offensive raciste s'est développée contre les immigrés pointés comme responsables du déficit du système de santé. Il est même demandé aux personnels de santé de refuser les soins aux sans-papiers et de les dénoncer.

Des actions de blocage des caisses dans les hôpitaux ont lieu pour que les patients ne paient pas les 5 euros d'entrée et les soins s'ils n'en ont pas les moyens.

Des réseaux de solidarité, avec des médecins et chirurgiens bénévoles dans des centres de santé gratuits, accompagnant l'exigence d'un accès gratuit aux hôpitaux publics.

Les activités de solidarité essaient de se lier aux municipalités, universités, syndicats, aux mouvements locaux de citoyens, aux associations d'immigrés, de réfugiés, d'étudiants en médecine.

Pologne Privatisations et «contrats poubelle»

En 2004, les caisses régionales sont transformées en départements régionaux du fonds national de santé qui financent par contrats annuels les services de santé, qu'ils soient ou non publics. Ce système de contrat a servi à restreindre les ressources des hôpitaux publics et des centres de santé. Le temps d'attente des patients a été démultiplié, les forçant à recourir à des services de soins privés non remboursés mais disponibles rapidement.

Le gouvernement néolibéral de Donald Tusk a fait voter une loi qui oblige les régions et les municipalités, s'ils n'ont pas «commercialisés» leurs hôpitaux, couvrir leur déficit. Les collectivités publiques qui «commercialiseront» leurs hôpitaux

ou centres de santé pourront demander l'annulation de leurs dettes. Cette loi interdit également la création de nouveaux centres de santé publics. Elle prévoit le recrutement d'infirmières comme «auto-entrepreneures» sur la base d'un contrat «commercial» qualifié de «contrat poubelle» par nos camarades polonaises. L'employeur se défait de ses cotisations patronales, celles-ci étant financées par l'employée elle-même ! Les salaires sont tellement bas qu'il devient courant pour les infirmières de cumuler un contrat classique avec un «contrat poubelle».

Les baisses de salaires sont fréquentes avec un chantage au licenciement en cas de refus.

Belgique La privatisation en marche

En Belgique, les hôpitaux appartiennent essentiellement au secteur privé non commercial (sans actionnaires ni profits) mais petit à petit les services annexes sont «externalisés» et une partie des subsides atterrissent dans les caisses des entreprises privées. Les secteurs rentables de la santé sont également livrés aux établissements commerciaux, comme celui des personnes âgées, ce qui s'accompagne d'une détérioration des conditions de travail des personnels.

Il en va de même pour les soins à domicile : les acteurs privés sélectionnent leurs patients en

fonction de leur richesse. Les individus n'ont plus tous accès aux soins de la même manière. Dans certains secteurs, on observe un important manque de places.

Une plateforme d'action santé solidarité, créée en 2008, organisée au niveau national et regroupant syndicats, mutuelles, ONG, centres d'étude, maisons médicales, s'est constituée en vue d'une action commune entre utilisateurs et organisations syndicales du secteur.

Elle défend l'idée d'actions concertées au niveau européen.

Bilan c

La troisième conférence européenne en défense de la santé et de la protection sociale s'est tenue à Amsterdam (Pologne) en

Cette conférence a réuni des représentants de nombreuses organisations de défense de la santé et de la protection sociale de tous les pays participants. Il y avait eu un échange de vues sur les différents systèmes de santé en vigueur dans chaque pays participant. Les participants ont convenu de plusieurs objectifs identiques : lutter contre la privatisation des services de santé, partout les conséquences de la privatisation sont les mêmes : impossibilité d'accéder aux soins, dégradation financière, soit à cause de la privatisation de la santé, soit à cause de la dégradation de la santé. Les classes sociales les plus vulnérables sont les plus touchées et parmi elles, les femmes. Les personnels de santé sont également touchés par les attaques contre leurs conditions de travail et leur emploi.

«Notre cauchemar le vôtre demain»

La situation en Grèce est un véritable cauchemar pour le mouvement de défense de la santé et de la protection sociale. Comme l'a affirmé la conférence, la situation en Grèce pourrait être le vôtre demain. Les interventions de la conférence ont clairement illustré comment le système de santé public est attaqué pour des raisons financières. Les interventions ont montré qu'ils pourraient se retrouver sans soins de nouveau-nés de leur mère... quand elle est en Grèce. La conférence a été une victoire pour les résistances qui ont obtenu des victoires : ainsi le mouvement de défense de la santé et de la protection sociale face au projet de privatisation de la santé en Slovaquie.

Élargissement

La conférence de Nanterre a permis l'élargissement géographique de la première conférence européenne (Grèce, Italie, Slovaquie).



Droit à la santé en Europe

de la conférence

conférence européenne en défense de la protection sociale fait suite à celle de Nanterre (Pays-Bas) en mai 2011 et de Katowice en novembre dernier.

réuni 82 délégués, représentant des pays.

à l'échelle de l'Europe a été dressé par est particulièrement préoccupant. Si de situations diverses et de systèmes de réformes, poursuivent partout des, et tendent vers un point commun : les premières victimes de ces politiques, les femmes sont en première ligne. Les professionnels de santé subissent également de plus en plus vives sur leur salaire, leur travail, leur statut, quand ce n'est pas

touchés par la crise, mais aussi la Belgique ; élargissement des forces présentes puisque de nouveaux syndicats, comités de défense, associations de femmes, partis ont rejoint le mouvement.

Cet élargissement permet au réseau de dépasser le simple échange d'informations et d'analyses pour se fixer quelques objectifs d'action.

Tel était bien l'enjeu de cette troisième rencontre, rappelé avec justesse et vigueur par nos camarades du syndicat des infirmières et sages-femmes polonaises (OZZPIP).

Après deux jours de débats riches, un consensus s'est dégagé sur la nécessité de développer et de coordonner au niveau européen des mobilisations impliquant à la fois les professionnels de santé et l'ensemble de la population, la défense du droit à la santé étant une question politique qui concerne tout le mouvement social.

Face à l'ampleur des attaques et au niveau de résistance et de lutte qu'elles exigent, le réseau européen n'est encore qu'un outil modeste, mais c'est en prenant des initiatives, en agissant que l'on pourra désormais avancer.

Une semaine d'action commune à l'automne

Pour tenir compte à la fois de la diversité des situations locales et de la nécessité d'agir ensemble, la décision a été prise d'organiser une première semaine d'action du 1^{er} au 8 octobre.

Elle sera préparée en septembre, en Grèce, et combinera des initiatives nationales pendant la semaine et une action commune, prenant la forme d'un «village blanc international» de tentes à Varsovie le 7 octobre en référence au «village blanc» des infirmières et sages-femmes polonaises qui campèrent devant la Chancellerie du Premier ministre polonais du 19 juin au 15 juillet pour obtenir satisfaction. Cette action sera suivie d'une nouvelle conférence internationale en Pologne le 8 octobre.

Un engagement de tout le NPA

Le NPA s'est fortement impliqué depuis le début dans la construction du réseau européen.

Face aux replis nationalistes et populistes, ce réseau trace en effet une alternative, celle d'un internationalisme des salariés en action pour la défense commune de droits sociaux pour tous.

C'est donc tout le NPA qui est concerné par le succès des initiatives décidées.

J.C. Delavigne

mar d'aujourd'hui pourrait être

«notre cauchemar d'aujourd'hui pour demain».

de la délégation grecque ont dramatisé comment le démantèlement rapide du peut mener à la barbarie : soins refusés financiers, ou rendus impossibles alors sauver des vies et même «confiscation» de femmes immigrées, restitués à leur a acquitté le prix de l'accouchement ! également permis de faire le point sur s'organisent et remportent parfois des gouvernement roumain a-t-il dû reculer privatisation des services d'urgence, et suspendre les privatisations.

Nanterre a marqué un net élargissement commencé à Amsterdam et à Katowice : graphique, puisqu'étaient présents pour les pays d'Europe du Sud et de l'Est (Espagne, État espagnol), particulièrement



Groupe de travail durant la conférence. (DR)

Déclaration finale de la conférence de Nanterre

Dans un contexte de crise du capitalisme, la santé des peuples s'est considérablement dégradée à l'échelle européenne par la crise économique, écologique et sociale qui aggrave les inégalités...

L'austérité présentée comme inévitable et la dette comme une fatalité, sont devenues partout le prétexte à de dures attaques contre les systèmes de santé publics et de protections sociales et les droits sociaux. La Grèce, qui est le cas emblématique de toute l'Europe, est en train de vivre une crise humanitaire et sanitaire sans précédent. Les plus touchés aujourd'hui sont les pays d'Europe du Sud et d'Europe orientale.

Les plans d'austérité sur la santé et la protection sociale sont pris sous la pression des multinationales de la santé et des systèmes d'assurances privés.

Ces multinationales jouent un rôle majeur dans la destruction des droits sociaux, des conventions collectives et des droits syndicaux (négociation collective, liberté d'action syndicale, conditions de travail...), dans la baisse des salaires et de la part salariale dans le PIB (que la nouvelle surveillance économique, avec le contrôle des «coûts salariaux unitaires» va aggraver) et dans la précarisation des emplois (retour du travail journalier, explosion du travail temporaire, faux indépendants dits auto-entrepreneurs...).

Ces politiques d'austérité constituent une violation du droit humain à la santé et détruisent les services publics sociaux et de santé. Elles concernent tous les assurés sociaux et frappent tout particulièrement certains citoyens :

1. Les femmes, très majoritaires dans ces services publics, qui occupent les emplois les plus précaires, premières licenciées lors des fermetures d'hôpitaux, de crèches, de centres pour la santé des femmes et des droits reproductifs, de structures de prises en charge d'handicapés, assumant l'essentiel du «travail de reproduction sociale» que les politiques d'austérité retransfèrent massivement vers la sphère domestique,
 2. Les malades de plus en plus taxés, les handicapés, grands sacrifiés de la crise exclus non seulement du travail, mais aussi souvent exclus des institutions censées les accueillir ;
 3. Les migrantEs, sans papiers, souvent exclus des systèmes de santé et de protection sociale.
- Au-delà de la nécessaire riposte nationale, dans chaque pays, ces mesures nécessitent une action concertée des professionnels de santé, des malades, de tous les citoyens, cela suppose une mise en commun des expériences des luttes nationales en défense de la santé publique et de la sécurité sociale, l'organisation d'une solidarité concrète lors des luttes, la réflexion sur la construction d'initiatives internationales pour la défense d'une santé publique universelle, égalitaire et solidaire.

À l'issue de la conférence de Nanterre, qui a eu lieu les 12 et 13 mai 2012, les participants issus des syndicats et des associations de lutte pour la défense de la santé et de la protection sociale, défendant un système de santé publique de haut niveau dans toute l'Europe, se sont prononcés en faveur :

- de la construction d'un espace européen d'échange, de mobilisation et d'action contre la privatisation des systèmes de santé et de protection sociale, ouvert à tous ceux qui souhaitent agir contre l'austérité sur la santé des peuples, la régression des droits sociaux et de la protection sociale ;
- de la mise en œuvre d'un programme européen alternatif aux visées libérales qui entend défendre la santé publique et la protection sociale comme des biens communs universels qui ne peuvent plus servir les profits privés des actionnaires des établissements de santé ou de la protection sociale. Un tel programme suppose de choisir la voie d'un égal accès à la santé, de la gratuité des soins, de la démocratie sanitaire, d'un financement public et collectif qu'il faut promouvoir ;
- d'audits citoyens de la dette, notamment de la dette des hôpitaux, organismes sociaux et de protection sociale, avec un accent particulier sur l'impact de la dette pour les femmes ;
- de la mise en place d'un réseau permanent d'échange d'initiatives et d'action contre la privatisation des systèmes de santé et de sécurité sociale et contre toute franchise médicale ou taxation des malades et toute mesure visant à réduire l'accès universel à la santé ;
- de l'organisation de conférences de presse coordonnées autour de cette déclaration le 5 juin 2012 et d'appel à la solidarité avec le peuple grec ;
- de l'organisation dans chaque pays d'une semaine d'action européenne pour le droit à la santé des peuples et contre le démantèlement des services publics de santé et la marchandisation de la santé du 1^{er} au 7 octobre 2012 ;
- d'une représentation de chaque pays au «Village blanc européen» (campement de personnel de santé) à Varsovie pendant la semaine d'action ;
- de l'organisation d'une Conférence européenne le 7 octobre 2012 à Varsovie ;
- de la coordination d'une campagne de communication commune avec affiches communes et pétition commune.

Conscients que l'action en faveur d'un système de santé public et d'une protection sociale universelle ne saurait être l'apanage des seuls professionnels de santé et associations de défense de la santé publique, et concerne toute la société, les membres de la conférence :

- souhaitent inscrire la spécificité de ce combat dans toutes les initiatives en vue de refonder un nouvel espace public européen et de faire vivre en son sein une campagne permanente en défense du droit fondamental à des services de santé publics et universels ;
- s'inscrivent dans la campagne européenne pour la non-ratification du pacte de stabilité européen et le retrait du MES.

Nanterre, le 13 mai 2012



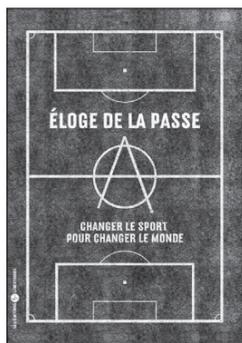
<http://cinemamilitant.hautefort.com>

Depuis mars 2010, un blog archive des films et documentaires militants. Cette véritable cinémathèque répertorie chaque œuvre dans une catégorie pour faciliter les recherches de films et documentaires sur un sujet précis. Au programme, des ressources cinématographiques sur des sujets aussi divers que la décroissance, la crise de 1929 ou le fascisme et les extrêmes droites. De quoi améliorer sa culture ciné sans passer des heures à chercher sur le net de bons films. Certains articles de ce blog proposent les films en streaming, d'autres indiquent un lien pour les trouver ou les télécharger.

l'essai

ÉLOGE DE LA PASSE. Changer le sport pour changer le monde

Coordonné par Wally Rosell
Les éditions libertaires
192 pages
13 euros



À l'extrême gauche, c'était essentiellement les trotskistes qui avaient pris l'habitude de s'exprimer sur le sport, surtout avec la naissance du courant « Quel corps ? » lancé par Jean-Marie Brohm, qui vient encore de lancer un nouvel appel à boycotter l'Euro 2012. On ne s'attendait donc guère à voir les libertaires se frotter à un tel sujet. D'ailleurs, cet ouvrage collectif commence par deux « outing ». Donc si l'engagement partisan ne se cache pas, il faut porter au crédit de nos ultras du drapeau noir d'avoir su mener un véritable travail d'exploration historique (quitte à s'emparer de la mémoire, politiquement assez lointaine, des Olimpiada Popular de Barcelone en 1936, ou de l'aventure de Miroir du football), le tout d'une manière assez honnête, y compris en abordant les résistances passées, notamment entre les deux guerres. Mais au-delà du cas français, assez anecdotique, le plus passionnant réside dans l'ouverture à l'international, balayant pour le coup des expériences un peu plus significative, aussi bien en Amérique du Sud, aux USA ou en Angleterre (dans le sillage de la scène punk et skin antifa). Nous avons même droit à une petite visite des problématiques actuelles, telle la question des supporters, a priori la moins anarcho-compatible, via le cas du Red Star, des socios espagnols membres de la CNT, ou du Mondiali antirazzisti en Italie. Pour terminer, signalons surtout les articles consacrés à Albert Camus, puisque l'idée de l'ouvrage est parti d'un colloque sur les liens entre l'auteur de *La Peste* et les libertaires, pour lequel Wally Rosell, chef opérateur de ce livre, rédigea l'article qui donne son nom à cet étrange objet du désir anar pour le ballon rond.

Nicolas Ksis-Martov

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



LIVRE
LA MURAILLE DE LAVE
Arnaldur Indridason
Métaillé / 19,50 euros
Indridason est à juste titre considéré comme un maître du polar nordique. *La Cité des jarres* ou *la Voix* nous ont fait découvrir une Islande passionnante et violente. Cette *Muraille de lave* déçoit un peu : des aventures assez glauques débouchent sur une affaire plus vaste, très bien, mais pourquoi l'annoncer, le déflorer, dès la quatre de couverture ? Et puis, dans un polar, les énigmes posées au début doivent être résolues à la fin : ici, on ne saura pas ce qu'il est advenu du commissaire Erlendur... Attendez avec confiance le prochain roman d'Indridason.
Paul Louis Thirard



BD
LES DERNIERS JOURS DE STEFAN ZWEIG
Sorel et Seksik
Casterman / 15 euros
Comment échapper à ses démons quand le monde brillant que l'on a aimé a disparu sous la botte du fascisme le plus abject et que ses meilleurs amis ne sont plus ? Sur le bateau qui le mène de New York à Rio, Stefan Zweig est sollicité pour un « miniane », une prière juive qui exige la présence d'au moins dix personnes. Quel symbole pour Zweig, intellectuel juif athée qui accompagne vers le Brésil quelques rescapés des portes de l'enfer mais qui sait que des millions ont été ou sont en train d'être rayés de la carte du monde. Le graphisme est beau, les dessins en aquarelle illustrent bien cette fin d'un monde où « le pressentiment des ténèbres n'effraie pas mais soulage... jamais on n'aime plus sincèrement la vie qu'à l'ombre du renoncement... »
Sylvain Chardon



LIVRES
LA COURTE SAISON DES GARI : TOULOUSE 1974
Jean-Marc Rouillan
Agone / 22 euros
Jean-Marc Rouillan vient de sortir le troisième volet de sa trilogie *De Mémoire*. Et quelle mémoire. Après l'audace du MIL (Mouvement ibérique de Libération), cette courte saison des Gari semble la plus heureuse, et plus réussie. La plus drôle aussi avec ce slogan ravageur : « *J'aime les Gari et la saucisse* ». Braquages de banques, attentats burlesques comme ceux de douze cars de pèlerins incendiés à Lourdes, gigantesque perturbation du Tour de France ; cette lutte armée parviendra à faire libérer de nombreux prisonniers en Espagne et en France. Car rappelons-le, l'engagement de Rouillan et de ses camarades sera tourné vers la chute de Franco, dans la Reconquista inaboutie de l'Espagne révolutionnaire. Ce livre est de rigueur dans une époque furieusement insurrectionnelle.
Christophe Goby



EXPO
PIERRE BOURDIEU, Images d'Algérie, une affinité élective
Château de Tours, jusqu'au 4 novembre
C'est en Algérie que Bourdieu (1930-2002), appelé du contingent puis universitaire, passa de la philosophie à la sociologie, pour lui donner l'impulsion critique que l'on sait. Les photographies qu'il prit de ce pays en pleine guerre de décolonisation et qui devaient servir de matériaux à ses premiers travaux, accablants pour l'armée française et ses méthodes, ont été d'abord exposées à l'Institut du monde arabe en 2003, puis à Marseille en 2009... À l'occasion du cinquantième anniversaire des accords d'Évian, le Musée national du Jeu de Paume présente au château de Tours une nouvelle exposition, pour souligner la « conversion » intellectuelle qu'il devait à la photographie et « le regard d'ethnologue compréhensif » que lui avait enseigné sa pratique en Algérie.
Gilles Bounoure

LIVRE Les origines d'une contre-culture

Avec son dernier roman *Skinheads*, John King rappelle les origines de ce mouvement qui a marqué l'Angleterre des années 1970, avant de virer partiellement vers l'extrême droite.

Novembre 1969, un morceau de reggae, *Liquidator* d'Harry J. Allstars, se propulse à la cinquième place des charts anglais grâce à l'orgue hypnotique de Winston Wright. Le succès de ce titre est tel que les supporters de Chelsea décident d'en faire l'hymne du club. Ce titre, et toute la vague des 45 tours jamaïcains qui se déversent par millions dans les foyers anglais, doivent en grande partie leur succès à l'émergence au Royaume-Uni d'une nouvelle contre-culture adolescente, après les Teddy Boys et les Mods : les skinheads. Ils sont très jeunes, généralement issus de la classe ouvrière (ils en portent avec fierté les emblèmes vestimentaires, Doc Martens et Donkey Jacket), et se coupent les cheveux très court pour témoigner de leur rejet des hippies, bourgeois et hédonistes. Surtout, ils ne jurent que par la musique jamaïcaine qu'ils ont découverte en fréquentant les jeunes « rude boys » débarqués de Kingston à Croydon ou Notting Hill, et dont la « rudesse » les séduit, tout comme le blues avait subjugué les Rolling Stones et autres Yardbirds. Et ils s'avèrent en même temps extrêmement patriotes et anti-establishment, ce qui ne les empêche nullement de se cogner entre eux (surtout à cause du foot) ou contre les bandes de rockers. Dix ans plus tard, une seconde vague déboule dans la foulée du punk, et si ces nouveaux « tondeus » aiment le ska « two tone » des Specials et des Madness, ils possèdent désormais leur propre courant musical, la « oi » (au passage en partie lancée par un militant socialiste du nom de Gary Bushell). Et elle peut se révéler très populaire. En mai 1980, la chanson *I'm forever blowing bubbles* des Cockney Reject, sortie pour

coller à la finale de la Cup entre Westham et Arsenal, monte un à un les marches du classement des ventes. Et c'est là que les choses se gâtent : sur fond de crise économique, de contre-révolution Thatcherienne, une partie du mouvement va basculer vers l'extrême droite la plus radicale, permettant ensuite tous les amalgames et les raccourcis de la presse et de la télé qui transforment le « skin » en prototype du beauf raciste et ratonneur. John King, auteur qui dis- sèque depuis quinze ans les affres et les passions de la perfide Albion (à lire : *Football factory* et *Human Punk*), nous délivre avec son nouveau roman, au travers de trois générations de skinheads, le portrait d'une certaine Angleterre oubliée, à l'heure de la City triomphante. Car si, en France, la culture skinhead resta confidentielle, de l'autre côté du Channel c'est un mouvement massif qui a fortement marqué l'imaginaire populaire. Par ailleurs, l'un des aspects politiques les plus instructifs, c'est aussi peut-être qu'il souligne en filigrane, à l'instar du polar *le Bloc* de Jérôme Leroy pour l'Hexagone, les modalités de séduction d'un certain popu-



lisme « nouvelle version » (auquel ses personnages ne succombent pas) auprès des couches populaires.

King Martov

Skinheads, John King, Au diable vauvert.

CANNABIS

Un débat pas si fumeux que ça

Nous ne pouvons qu'être d'accord avec Cécile Duflot lorsqu'elle se positionne pour la dépénalisation du cannabis. Reste à espérer qu'elle ne l'a pas fait seulement avant une élection pour se démarquer du PS, mais que ce combat se poursuivra dans les mois à venir. C'est pour cela qu'une fois de plus, nous participerons au rassemblement du 18 joint, le 18 juin à la Villette à Paris.

Quelques jours avant les législatives, Cécile Duflot, la nouvelle ministre du Logement, a réussi à faire le «buzz», se déclarant «*toujours favorable à la dépénalisation du cannabis. Il faut considérer que le cannabis, c'est comme l'alcool et le tabac, même régime: une politique de santé publique et de prévention, notamment vis-à-vis des plus jeunes*». La droite, sans surprise, s'est emparée de la question pour dénoncer le «laxisme» de la gauche. Le PS, qui aurait pu faire preuve d'un peu d'ouverture sur cette question, a aussitôt rappelé son opposition à toute dépénalisation du cannabis. Valls, le nouveau ministre de l'Intérieur, a bien enfilé la tenue de premier flic de France, étant «*fermement opposé, au nom même des valeurs de gauche [...], à toute concession dans ce domaine*».

Pourtant, il est évident pour la grande majorité des professionnels de santé que la criminalisation de la simple consommation de cannabis amène dans une impasse. L'Observatoire européen des drogues et de la toxicomanie (OEDT) vient de publier une nouvelle étude qui le confirme clairement en comparant la toxicomanie dans 36 pays différents. Alors que la France a les lois les plus répressives, elle est bonne dernière en termes de consommation chez les jeunes de 15-16 ans: 39% des jeunes français ont déjà consommé du cannabis (chiffre en hausse), 10% ont déjà essayé une autre drogue et même la consommation de tabac remonte avec 60% qui ont déjà fumé (68% pour les filles, 58% pour les garçons). Si la raison qui justifie la pénalisation du cannabis est la santé des gens, la politique suivie par la France, que souhaite poursuivre Hollande, est totalement contre-productive. On le sait depuis fort longtemps; rappelons-nous l'expérience américaine, après la Première Guerre mondiale, de prohibition de l'alcool, qui ne fit que favoriser les gangs et Al Capone...

Une interdiction prétexte à fichier

Pourquoi donc un tel acharnement à maintenir une loi absurde en termes de santé, et qui est bafouée quotidiennement par des millions de personnes? La santé et la lutte



contre la toxicomanie ne sont en réalité que des prétextes qui permettent en fait une répression croissante. En 2010, il y a eu 120 000 interpellations pour consommation de cannabis, 142 000 en 2011: cela représente le quart des gardes à vue en France (hors infractions routières). En région parisienne, c'est même 40% de l'activité judiciaire de la police qui est consacrée à la prétendue lutte contre la drogue. Il y a 24 000 poursuites par an pour simple consommation de cannabis alors même que l'OMS considère que l'alcool et le tabac sont des drogues bien plus néfastes pour la santé des populations (2 millions de morts dans le monde par an du simple tabagisme, totalement légal...). Le prétexte du cannabis est donc un moyen puissant pour fliquer, contrôler, fichier, mettre la pression sur des dizaines de milliers de jeunes chaque année, en particulier dans les quartiers populaires, et cibler les populations d'origine immigrée. À la suite des déclarations de Duflot, Georges Moréas, commissaire honoraire de la police, écrivait ainsi dans le Monde à propos de la criminalisation du cannabis: «*J'ai donc posé la question à droite à gauche, dans les commissariats, et la réponse quasi unanime repose sur la connaissance de "la"*

population. En résumé, la loi qui pénalise l'usage des stupéfiants (un an de prison et 3 750 euros d'amende, jusqu'à cinq ans de prison pour certaines professions, comme les policiers) permet d'arrêter et de fichier un maximum de gens, et notamment des jeunes. "C'est le vivier de la délinquance de demain" m'a dit un commissaire. Cela peut paraître cynique, mais c'est le principe même d'un fichier: plus il contient de noms (auteurs, suspects, victimes, plaignants...), plus il est efficace». Il y a donc urgence à changer cette situation. En 1981, Mitterrand avait «promis» dans ses 110 propositions la dépénalisation du cannabis. Cela n'a jamais été tenu. Il y a fort à parier que Hollande s'inscrit dans cette continuité. Cela illustre son respect du système policier. Légaliser le cannabis ne provoquerait pas la catastrophe annoncée et serait une réelle avancée pour commencer à faire de la prévention et de l'éducation. En effet, le capitalisme ne serait pas ébranlé par la légalisation: la Californie a fait par exemple un choix inverse en développant une économie capitaliste légale de production de cannabis et dépasse maintenant largement le Maroc en production, avec des milliers d'emplois...

Antoine Boulangé

Militant antinucléaire en danger

Jean-Marie Matagne, 68 ans, président de l'Action des citoyens pour le désarmement nucléaire (ACDN), est en grève de la faim (exclusivement à l'eau) depuis le 15 mai. Il jeûne près de Saintes (Charente-Maritime), siège d'ACDN. Ayant tout essayé depuis un quart de siècle pour obtenir la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires, il revendique un référendum sur cette question cruciale. Huit courriers adressés à François Hollande avant et après son accession au pouvoir n'ont reçu aucune réponse, pas même à une demande d'audience. Le silence présidentiel s'accorde fort bien du silence des médias nationaux. Jusqu'à quand l'omerta?

Philippe Poutou, pour sa part, a signé la «Charte pour un monde vivable»¹, et approuvé chacun de ses 103 articles, dont l'article 1.2.F: «*Nous voulons l'ouverture d'un débat national et la consultation du peuple français par référendum sur la question suivante: "Approuvez-vous que la France participe avec les autres États concernés à l'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace?"*» C'est ce combat que mène Jean-Marie Matagne. Le NPA le fait sien et appelle chacun à contacter sans délai son comité de soutien² qui vous indiquera les modalités pratiques.

1. <http://mondevivable.over-blog.com>
2. csqf.rahan@gmail.com

Novatrans: 257 emplois en sursis

Après la mobilisation des salariés de Novatrans le 24 mai dernier devant le ministère des Transports, les organisations syndicales ont obtenu du ministre qu'il demande l'annulation du conseil d'administration (CA) du 8 juin au PDG de la SNCF (dont Novatrans est une filiale) et l'organisation au plus vite d'une table ronde avec «*l'État, les représentants des régions, Réseau ferré de France (RFF), les transporteurs routiers (FNTR-GNTC), le groupe SNCF-Geodis, Fret SNCF et les autorités de la concurrence*».

Quelques jours avant la date butoir du 8 juin, les représentants des salariés au CA ont reçu une confirmation de son report – et non de son annulation – à la mi-juin, soit après les élections législatives.

En remplacement du CA, l'intersyndicale a été invitée à discuter avec le patron de SNCF-Geodis, Pierre Blayau, pour «*examiner toutes les solutions possibles pour assurer la pérennité de l'activité de sa filiale Novatrans*». Le jour de la réunion, l'intersyndicale a claqué la porte au bout de trois minutes, estimant avoir été trompée sur son contenu. Cette situation n'arrange pas le moral déjà au plus bas des salariés de Novatrans qui sont baladés depuis trois mois entre la menace d'une liquidation et celle d'un éventuel «*repeneur sauveteur*», une sorte de Zorro du XXI^e siècle dont personne ne connaît l'identité et qui viendrait libérer Novatrans de toutes ses contraintes de recapitalisation, de développement et de croissance...

Les salariés sont aussi consternés de la légèreté dont a fait preuve le ministre des Transports Frédéric Cuvillier à l'égard de leur situation.

À croire que le ministre estime que l'arrivée de 500 000 camions supplémentaire sur la route chaque année, l'augmentation de la pollution de 450 000 tonnes de CO₂, sans compter les matières dangereuses qui passeront désormais par la route, ne concerneront pas la sécurité de l'ensemble des Français qui partiront bientôt en vacances cette été sur nos autoroutes! Partez tranquille, le ministre veille... En attendant, l'intersyndicale va appeler l'ensemble des salariés de Novatrans à une journée de grève et d'action dans le courant de la semaine prochaine! Affaire à suivre...

Soutien à la Cimest

Mercredi 6 juin, Olivier Besancenot est venu à Rupt-sur-Moselle, dans les Vosges, pour soutenir les travailleurs de la Cimest, entreprise de plasturgie pour l'automobile en redressement judiciaire. 101 emplois sont menacés par le groupe Plastivaloire qui a décidé de déplacer l'unité vosgienne plus près de Peugeot à Montbéliard.

Arrivée sous une pluie battante, la délégation du NPA a été reçue par Thierry, le délégué CGT, et invitée à visiter l'usine. La direction a tenté d'interdire l'accès au site, mais les travailleurs ont répondu: ici nous sommes chez nous, nous invitons qui nous veulent. La visite de l'usine a été chaleureuse, une rencontre a eu lieu dans le réfectoire devant une soixantaine de personnes, et une délégation de TRW, entreprise voisine où 350 emplois sont menacés par la direction américaine, nous a rejoints. Après une heure d'échanges, les perspectives de luttes se sont fait jour, avec notamment la manifestation de vendredi 15 juin où toute la population est appelée à descendre de la vallée pour manifester l'après-midi devant le siège du syndicat de la métallurgie à Remiremont. Quand Olivier a dû repartir, tout le monde s'est félicité de ce genre de soutien et une travailleuse a conclu: ta visite nous remonte le moral. L'unité des luttes de la vallée, et pourquoi pas au-delà, est une perspective qui doit nous faire gagner!

Grève à Veolia Propreté

Les travailleurs des six sites d'Île-de-France de Générès, filiale traitement des déchets de Veolia Propreté, sont en grève reconductible avec occupation depuis mercredi 6 juin.

La grève est partielle à Rungis (94), Triel-sur-Seine (78) et Chelles (77). Elle est totale à Sevran (93), Vaux-le-Penil (77) et Nanterre (92), le plus gros site avec plus de 100 employés. Les revendications portent sur les salaires et les conditions de travail.

Dans ce secteur professionnel régi par la convention collective des activités du déchet, les travailleurs sont très majoritairement d'origine immigrée. Les salaires sont bas (1 250 euros pour un trieur) et les conditions de travail difficiles. La modernisation en cours dans plusieurs centres, qui pourrait bénéficier aux salariés, est avant tout conçue pour augmenter les capacités de traitement et améliorer la productivité au détriment de l'emploi. Le rapport financier 2011 l'exprime sans fard: «*Dans un contexte macro-économique tendu, le Groupe Veolia Propreté entend continuer sa politique d'amélioration de la profitabilité et de la rentabilité par un programme de réduction des coûts [...]*».

En attendant, les conditions de travail restent parfois archaïques et souvent en infraction avec la réglementation: vêtements de protection (combinaisons, gants, masques...) insuffisants en quantité et en qualité; poursuite du travail en présence de déchets potentiellement dangereux (seringues, produits chimiques...). Les relations sociales ne sont pas meilleures: selon les centres on peut subir l'interdiction de téléphoner, même pour des motifs graves,

l'interdiction de parler sur les chaînes, voire le décompte des pauses-pipi du temps de travail!

Dès le début la direction a joué la division en essayant d'écarter un délégué Force ouvrière. En vain: la CGT majoritaire a refusé la manœuvre et la grève se poursuit en intersyndicale CGT FO. Au lieu de répondre à la revendication d'augmentation des salaires de 4%, la direction propose de 1,5% à 2% et une prime d'intéressement de 300 euros (au lieu des 850 accordés antérieurement). Face à la détermination des travailleurs, la direction a été contrainte à une première réunion de négociation lundi 11. Une condition avait été imposée: la reprise du tri sur deux centres, condition que l'intersyndicale avait acceptée. Malgré ce geste, Générès n'a rien lâché. La grève a repris aussitôt dans les sites concernés et l'occupation continue partout 24 heures sur 24.

Une manifestation était prévue à Nanterre le mercredi 13.

Bien entendu, nous avons là encore affaire à une entreprise en excellente santé. Toujours selon le rapport financier 2011: «*Le chiffre d'affaires de la société est en augmentation de 13% soit 31 millions d'euros par rapport à l'exercice 2010 [...]*». Le montant total distribué aux actionnaires pour 2010, même s'il est en baisse par rapport à 2009, dépasse encore les 123 millions d'euros.

Le NPA est naturellement aux côtés des travailleurs en lutte auxquels il apporte toute sa solidarité.

NPA Nanterre, le 12 juin

npananterreville@yahoo.fr

Notre campagne, nos résultats

Nos résultats ne sont pas bons. Nous ne dépassons 1 % que dans une vingtaine de circonscriptions. Encore plus que lors de la présidentielle, la logique du mode de scrutin majoritaire antidémocratique et du vote utile a capté l'électorat autour des enjeux des partis institutionnels : donner une majorité à Hollande, arbitrer les rivalités entre la droite et l'extrême droite. Ces enjeux, bien loin des préoccupations du monde du travail, expliquent une abstention record en particulier dans les quartiers et dans la jeunesse. Dans ce contexte, voter pour les candidats anticapitalistes ne pouvait avoir d'autre utilité que d'exprimer une opinion, cela ne permet pas de peser dans le jeu institutionnel. Le Front de Gauche est lui aussi victime, plus qu'à la présidentielle, de cette logique du vote utile.

Mais si la crédibilité des idées que portent les anticapitalistes est bien faible sur le terrain institutionnel, le courant politique bien réel et vivant bien que très minoritaire, la force que nous représentons peuvent, demain, jouer un rôle déterminant, comme en atteste la sympathie que nous avons rencontrée durant ces semaines de campagne.

Tous les mauvais coups, « suspendus » par l'élection présidentielle, surgissent de plus belle. Le chômage continue de progresser alors que la crise s'aggrave. Une période difficile commence. La pression de la crise et les illusions dans le PS vont renforcer, dans un premier temps du moins, l'attentisme. Mais la nécessité d'une autre politique est inscrite dans cette situation. Il est urgent de ne pas laisser l'opposition au gouvernement Hollande-Ayrault à la droite et l'extrême droite et de construire une opposition de gauche au futur gouvernement. Tout en nous concentrant sur les tâches de construction et en étant présents dans les mobilisations, nous proposons cette démarche à tous les partis et organisations du mouvement social qui partagent cet objectif : refusons de payer la crise des capitalistes !

Dans la Gironde rose...

En Gironde, sur les douze candidatEs NPA, seul Philippe Poutou émerge de la moyenne avec 2,12% (1 274 voix) dans la circonscription du Médoc, marquée par le luxe des grands châteaux mais surtout par la galère quotidienne des ouvriers viticoles et la lutte des « Ford » à Blanquefort. Une circonscription où le PS arrive largement en tête avec plus de 45%, comme dans presque tout le département avec deux réélections au 1^{er} tour, celles de Rousset, président de région PS, et Mamère (EÉLV), devant l'UMP (22,73%) et le FN (15,4%). Les autres candidats arrivent loin derrière avec 4,4% pour le FdG, 2,7% pour EÉLV et 0,22% pour LO, avec une abstention de 41%. Cette campagne, bien que courte et dans un contexte peu porteur, a été l'occasion pour les douze équipes qui se sont mobilisées, de porter avec fierté la voix des anticapitalistes, affirmant la nécessité que « ceux d'en bas » fassent de la politique. Une campagne de terrain qui a permis, après celle de la présidentielle, d'intervenir plus largement que d'habitude, sur les marchés, devant les entreprises, d'associer des sympathisants, de nouvelles connaissances ou simplement de regrouper pour débattre, comme à Pessac où les candidatEs de la circonscription ont organisé un apéro-débat dans un bar tenu par un sympathisant avec une quarantaine d'amis, de collègues de travail, mais aussi des têtes nouvelles venues pour « parler politique ». Nos candidats, et plus souvent candidates (huit femmes) ont porté dans cette élection le combat

qu'elles et ils mènent quotidiennement sur leur lieu de travail, dans leur quartier, les associations et syndicats... et parfois dans les conseils municipaux puisque quatre de nos candidatEs sont par ailleurs éluEs dans leur commune (Cenon, Lormont, Le Haillan et Pessac). La campagne finie, le combat anticapitaliste, féministe, écologiste continue!

Correspondants



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO)

SEINE-MARITIME

Une campagne de terrain

Nous étions présents dans neuf circonscriptions. Nous avons fait notre maximum pour être sur le terrain : collage de tous les panneaux officiels et nombreux autres collages « sauvages » avec la rude concurrence du Front de Gauche, diffusions de tracts sur les marchés du département (Fécamp, Dieppe, Eu, le Tréport, le Havre, Barentin, Pavilly, Elbeuf, Sotteville, Rouen...) et devant de nombreuses entreprises, là où nous intervenons régulièrement depuis longtemps (Renault-Cléon et Sandouville, SNCF, hôpitaux, Cité administrative de Rouen) mais aussi d'autres plus occasionnellement (Renault Alpine à Dieppe, Sanofi-Aventis et Bemis au Trait par exemple). Plusieurs réunions publiques ont été organisées à Rouen, Elbeuf, Canteleu, le Houlme, Le Havre, Dieppe. Quelques contacts ont été réalisés à ces occasions, ce qui nous permettra de nous renforcer dans certaines villes du département. Une courte campagne dans la bonne humeur, inscrite dans la continuité de la présidentielle.

Bien sûr, dimanche soir, il y avait une certaine déception... Nous franchissons « la barre de 1% » dans deux circonscriptions seulement. Christine Poupin, porte-parole nationale du NPA, obtient 1,18% dans la 3^e circonscription du département et c'est à Sotteville-lès-Rouen, ville où elle avait été élue conseillère municipale en 2008 qu'elle a réalisé ses meilleurs scores, avec certains bureaux à plus de 3%. Dans la 4^e circonscription, celle du ministre Fabius, réélu d'ailleurs dès le premier tour, Régis Louail, ouvrier à Renault-Cléon et militant syndicaliste reconnu, obtient 1,08%. Ailleurs, nos scores sont à l'image de nos scores nationaux. Lundi matin, en entendant nos collègues de travail nous reconforter ou nous encourager à recommencer, on se dit que ce combat n'est pas seulement le nôtre et qu'il attend une occasion plus favorable que celle des urnes pour s'exprimer.

Correspondants

SAVOIE Des résultats sans rapport avec le dynamisme de la campagne

Les candidatEs du NPA en Savoie obtiennent 0,64% dans la 2^e circonscription (Oriane Champanhet), 1,05% dans la 1^{re} circonscription (Myriam Combet) et 1,09% dans la 4^e circonscription (Laurent Ripart). Notre camarade Régis Moulard, des Alternatifs, avec qui nous avons présenté des candidatures communes, obtient 0,63% dans la 3^e circonscription. Ces résultats très médiocres sont en décalage avec la campagne assez dynamique que nous avons menée et pour laquelle nous avons bénéficié de la participation plus ou moins active de nombreux sympathisantEs. Ce décalage entre nos résultats et la sympathie que nous avons pu percevoir dans la campagne vient de notre échec à convaincre l'électorat populaire de l'utilité du vote anticapitaliste. Le cas de Chambéry est emblématique, où nous obtenons 1,4% des voix, une moyenne qui cache des résultats très contrastés. Pour la première fois de notre

histoire, nous obtenons nos plus mauvais scores dans les quartiers populaires, où nous n'atteignons que rarement le seuil de 1%, y perdant environ 80% des voix qui s'étaient réunies sur nos candidatures lors des régionales de 2010. En revanche, nous dépassons le seuil de 2% dans les bureaux du centre de Chambéry, où nous avons conservé le soutien d'un électorat fortement politisé qui apprécie le travail que nous menons localement.

Ces élections ferment ainsi une période, durant laquelle notre échec à battre dans la rue le gouvernement Sarkozy aura amené les classes populaires à utiliser le bulletin de vote socialiste pour déloger la droite. Une nouvelle période s'ouvre, durant laquelle l'enjeu sera de prendre de vitesse le Front national qui réalise une réelle et très inquiétante percée dans les quartiers, se positionnant ainsi pour recueillir le fruit des désillusions des classes populaires.

Laurent Ripart

PUY-DE-DÔME 100% à gauche

Le pari était loin d'être gagné avec une circonscription charcutée, la démagogie sécuritaire de la députée sortante PS et une attitude fort peu unitaire (euphémisme...) de l'équipe 100% PCF qui avait imposé son candidat au Front de Gauche, sans vouloir en discuter avec qui que ce soit. Les résultats n'en sont que plus parlants et le succès réjouissant pour la gauche 100% à gauche rassemblée en soutien à la candidature d'Alain Laffont. Avec 5,5% des voix dans la circonscription (record national des candidatures GA et NPA en dehors de l'exception limousine qu'il convient de saluer), mais surtout 7,5% à Clermont-Ferrand et la quatrième place devant le candidat du PCF (et bien plus encore dans les quartiers populaires dont la « pôle position » avec 32% dans le bureau de vote du quartier des Vergnes), les objectifs sont remplis. C'est mieux que la fois précédente où Alain avait manqué de peu les 5%. La leçon est claire : il n'y a aucune fatalité à ce que la gauche radicale soit marginalisée pour peu qu'elle soit fidèle à ces principes : 100% unitaire, 100% anticapitaliste, 100% écologiste.

Chacun saura s'inspirer de l'exemple. Menée avec enthousiasme et détermination,

la campagne fut belle, dynamique, utile, crédible et reconnue comme telle par notre camp social, pleine de rencontres et de promesses pour le présent et l'avenir des luttes, des rassemblements citoyens comme des échéances électorales. La commune de Clermont pour 2014 n'est pas un objectif hors de portée pour peu que la gauche de gauche cesse d'osciller entre isolement et repli sectaire d'une part, et accords opportunistes avec le PS d'autre part. Sur cette autre voie, il faut s'engager à fond... et faire qu'elle rime avec Laffont.

Correspondants



(DR)



M-real: il faut toujours compter avec les représentants des travailleurs.

Maintenant que les 330 licenciements sont tombés, il n'y a plus sur le parking que les voitures de la vingtaine de personnes chargées de la maintenance et celles des représentants syndicaux. C'est que parmi les acquis de la lutte, il y a ce « comité de suivi » de la réindustrialisation, dans lequel on trouve des représentants de la direction ainsi que trois délégués CGT et un CGC. France 3 parle d'« union sacrée », le directeur de l'usine met en avant le caractère novateur d'un dialogue social à la scandinave, il y a de quoi sourire quand on a eu affaire à la brutalité des actionnaires d'Helsinki ! En fait, on est loin du dialogue social à froid, sans rapport de forces, dont rêvent le Medef et certains dirigeants syndicaux. C'est au contraire la puissance de leur combat, son opiniâtreté, la cohésion dans la lutte, la compétence des représentants des travailleurs qui leur a permis d'obtenir ce droit de regard dans cette instance où ils font entendre le point de vue de syndicalistes intransigeants. Il s'agit là d'examiner ensemble les projets de reprise (parmi lesquels quatre relanceraient l'ensemble de l'activité autour de la machine à papier, dont un qui redémarrerait aussi l'usine de pâte fermée il y a trois ans). Il y a aussi des vautours qui rôdent et cherchent à emporter rapidement chacun son bout de l'usine. Or le groupe M-real, s'il a été contraint d'accepter le principe de la relance

de l'activité et le maintien de l'outil de production, ce qu'il refusait pourtant obstinément, n'est tenu par cet accord que jusqu'à la fin de l'année (et même seulement jusqu'à fin juin pour la presse-pâte). Il faut donc accélérer le mouvement et remettre la pression sur les pouvoirs publics : M-real est dans la liste des entreprises prioritaires pour le gouvernement, maintenant il faut des actes ! C'est le sens de l'action prévue le 19 juin : les M-real rappelleront à tout le monde qu'ils sont encore là, avec le collectif unitaire (EÉLV, NPA, PCF, PS) et les élus des alentours, « pour le maintien et le développement de l'emploi », comme c'est leur objectif depuis deux ans !

Sacrifiés aux intérêts des grandes puissances. Quatre soldats français des troupes d'occupation de l'Otan en Afghanistan ont été tués, samedi dernier, dans la province de la Kapisa, cinq autres blessés dans un attentat suicide revendiqué par les talibans. François Hollande a salué le « dévouement » et le « courage » des troupes, alors que Jean-François Copé a dénoncé « cet acte de barbarie sans nom » pour saluer « l'engagement exemplaire et héroïque de tous nos soldats ». L'un comme l'autre oublient que les 87 soldats français dont les vies ont été fauchées en Afghanistan depuis le début de la guerre ne sont pas morts pour la démocratie ou la paix, ils sont morts pour la défense des intérêts des grandes puissances,

des groupes industriels et financiers qui veulent s'assurer le contrôle de la région. En 2001, Chirac et Jospin se sont trouvés d'accord pour engager l'armée française derrière les USA dans la guerre et l'occupation de l'Afghanistan. Cette politique militariste est un fiasco. Loin d'affaiblir les talibans, elle les renforce en suscitant la haine de toute la population soumise aux exactions quotidiennes des troupes de l'Otan. François Hollande a confirmé le retrait d'une partie des troupes françaises, 2 000 militaires sur 3 500 à partir de juillet. Mais c'est bien toutes les troupes qui doivent quitter l'Afghanistan et tout de suite. Il faut en finir avec cette sale guerre dont les principales victimes sont les femmes, les enfants, les hommes du peuple afghan.

Le droit à l'avortement menacé en Turquie. Le Premier ministre turc de l'AKP (« islamiste modéré »), Recep Tayyip Erdogan, a récemment comparé l'avortement à un « Uludere », faisant ainsi référence à un bombardement opéré en décembre 2011 par l'aviation turque tuant 34 personnes du village d'Uludere qu'elle prenait pour des militants du PKK. Bref, l'avortement serait un meurtre. Alors que l'avortement est légal depuis 1983 en Turquie jusqu'à dix semaines de grossesse, un projet de loi est en préparation, limitant l'avortement de quatre à six semaines, ce qui reviendrait à l'interdire.

Le droit à l'avortement ne posait pas de problème avant qu'Erdogan, pris dans une dérive autoritaire, ne soulève la question. En revanche, depuis pas mal de temps déjà, celui-ci, obsédé par la démographie, répand un discours nataliste, demandant aux femmes de faire trois enfants. Il s'en prend aussi aux accouchements par césarienne qui seraient « un complot visant à effacer la nation turque de la scène mondiale » dans la mesure où cela limite le nombre des grossesses pour une femme. Un rassemblement est organisé le 18 juin (voir p. 2).

Filoché : l'acharnement patronal et hiérarchique. Mardi 5 juin, une centaine de personnes étaient venues une nouvelle fois apporter leur soutien à Gérard Filoché convoqué devant la cour d'appel de Paris, saisie par le patron de l'entreprise Guinot. Outre de nombreux amis, anciens collègues et directeurs, des représentants de tous les syndicats, du PS, de la GU, du PG et du NPA sont présents et Martine Aubry a envoyé un message de soutien. « Pour une fois, c'est l'ouvrier qui vient défendre l'inspecteur », s'est amusé Philippe Poutou, dénonçant au nom du NPA les pressions « que subissent au quotidien les inspecteurs du travail et la délinquance patronale ». Après huit ans de procédure et quatorze comparutions, Gérard était convoqué dans le cadre d'une procédure « d'entrave au CE ». Mais c'est surtout son soutien à une déléguée syndicale de l'entreprise Guinot et l'acharnement de son directeur du travail, Jean-Denis Combexelle, qui expliquent cette nouvelle comparution. L'audience en appel a débouché sur une surprise : la cour interrogée par l'avocat de Gérard Filoché sur l'irrecevabilité de l'appel, a jugé cette question réelle en raison de l'existence très virtuelle du CE chez Guinot. Elle rendra son délibéré le 3 juillet prochain. Après huit ans de procédure, elle s'interroge sur la validité de la démarche de Guinot et de son CE. Dans le cas où elle estimerait la procédure recevable, une nouvelle audience sur le fond sera convoquée à l'automne.

Le harcèlement bientôt au Parlement. Vendredi dernier à Paris, Bérénice, fonctionnaire depuis 30 ans dans un ministère et engagée depuis six ans dans une procédure pour qu'enfin son supérieur soit jugé

pour harcèlement sexuel, au terme d'un marathon judiciaire parsemé d'embûches : plainte classée sans suite, ordonnance de non-lieu... voit son agresseur repartir libre. « Mais alors, tout ce qu'il m'a fait, c'est donc autorisé ? », dit-elle la voix calme mais le regard dur. Bérénice est l'exemple emblématique de toutes les femmes « privées du droit d'avoir des droits » si la prochaine loi n'est pas rétroactive. Il était temps qu'un numéro vert [0800 00 46 41] ainsi qu'une cellule d'aide psychologique soient mis en place par l'Assistance publique des hôpitaux de Paris, pour prendre en charge ce traumatisme particulier. Les consultations sont de secteur 1, c'est-à-dire sans avance de frais, permettant ainsi à toutes les victimes de trouver un soutien. En effet, la honte et la peur ne sont pas les seuls obstacles qui empêchent les femmes de témoigner ou d'entamer une action en justice, il y a aussi son coût. Celles qui franchissent le pas perdent souvent leur emploi et ne peuvent pas payer un procès. Prises au piège de la dépendance économique, les victimes ne sont plus que 10% à aller en justice... Le mercredi 13 juin, le conseil des ministres devait décider du projet de loi qu'il présentera à l'Assemblée mais les associations féministes reçues par la ministre de la Justice restent prudentes. L'Association contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT) reçoit jusqu'à cinq appels par jour, son site est submergé de messages de femmes venues dire leur colère, leur désarroi et leur souffrance. Pour être juste, la nouvelle loi doit permettre aux victimes une relance des procédures annulées par la décision du Conseil constitutionnel et être conforme aux intérêts des victimes. C'est pourquoi les porte-parole du collectif unitaire, à l'initiative de la mobilisation, appellent à un rassemblement ce jeudi 14 juin, à Paris, pour réaffirmer leur soutien aux victimes de harcèlement sexuel et leur volonté d'aboutir à une loi retenant les objectifs portés par les associations et organisations mobilisées autour de l'AVFT. Engagé sans réserve dans cette campagne, le NPA fait sien le combat de l'inter-LGBT [interassociative lesbienne, gaie, bi et trans] pour que cette loi contribue aussi à lutter contre les violences faites aux homosexuelles et transsexuelles.

LES MAL LOGÉS en marche



6 juin 2012, manifestation des collectifs de mal-logés en lutte en direction de la préfecture de Bobigny, en Seine-Saint-Denis. Malgré l'accueil policier, une délégation é été reçue. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

NO COMMENT
C'est un groupe qui passe à tabac les immigrés [...], qui ont « nettoyé » les places des vieux quartiers d'Athènes où des personnes âgées habitent et qui avaient peur de sortir de chez eux et qui maintenant se sentent rassurés parce qu'il y a tellement eu de ratonnades, que les immigrés ont peur et ils laissent tranquille tout le monde...
 ALEXIA KEFALAS SUR LE PLATEAU DE « C DANS L'AIR » DU 22 MAI À PROPOS DES NÉONAZIS DE L'AUBE DORÉE.

TOUT est à nous !
 hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
 Rédaction : 01 48 70 42 27
 Diffusion : 01 48 70 42 31
 Administration : 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
 Mail : redaction@npa2009.org
 Numéro ISSN : 1969-8178
 Commission paritaire : 0414 P 11508
 Tirage : 6 500 exemplaires
 Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
 SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
 Gérant et directeur de publication :
 François Coustal
 Impression :
 Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél. : 01 48 70 42 22
 Fax : 01 48 59 23 28
 mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®